



Mathias Delori

La couverture du terrorisme et des guerres contre-terroristes dans la presse francophone





**© Groupe de recherche
et d'information
sur la paix et la sécurité**

Avenue des Arts 7-8
B-1210 Bruxelles
Tél : 0473 982 820
Courriel: admin@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : [@grip_org](https://twitter.com/grip_org)
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source et de l'auteur.

Photos de couverture : En haut : Destructures causées par les combats pour reprendre la ville de Mossoul à l'État islamique, juin 2017. Crédit : EU Civil Protection and Humanitarian Aid, licence CC BY-NC-ND 2.0.
En bas : Hommage aux victimes des attentats de Bruxelles, avril 2016. Crédit : Miguel Discart & Kiri Karma, licence CC BY-SA 2.0.

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-257-5
ISBN : 978-2-87291-258-2 (version e-pub)

Version PDF: <https://grip.org/la-couverture-du-terrorisme-et-des-guerres-contre-terroristes-dans-la-presse-francophone>



Les Rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,
l'édition universitaire en ligne.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

**LA COUVERTURE
DU TERRORISME
ET DES GUERRES
CONTRE-TERRORISTES DANS
LA PRESSE FRANCOPHONE**

Mathias Delori

LES RAPPORTS DU GRIP 2026 / 1

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : COMPRENDRE LA SIDÉRATION DES OCCIDENTAUX APRÈS LES PREMIERS ATTENTATS DJIHADISTES 3

1. DES MÉDIAS COMPLICES OU ANALYSTES DU TERRORISME ? 9

2. LA DILUTION DE L'INFORMATION SUR LE RÔLE DES GUERRES DANS LA PRODUCTION DES ATTENTATS 13

3. LE PROBLÈME DE LA REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE 17

3.1. L'usage de la « force » contre-terroriste 17

3.2. La violence djihadiste 20

3.3. La politique différenciée du deuil public 24

4. LA BAISSÉ TENDANCIELLE DU TAUX D'INFORMATION 27

4.1. Le consentement à la désinformation dans les guerres asymétriques 27

4.2. La maîtrise militaire de « l'environnement informationnel » 29

CONCLUSION 34

INTRODUCTION : COMPRENDRE LA SIDÉRATION DES OCCIDENTAUX APRÈS LES PREMIERS ATTENTATS DJIHADISTES

Le sociologue Gérôme Truc a relevé que de nombreux·ses Européen·ne·s et Nord-Américain·e·s ont éprouvé de la « *sidération* » après les premiers attentats djihadistes majeurs perpétrés sur le sol national. Après ceux du 11 septembre 2001 aux États-Unis, du 11 mars 2004 à Madrid ou du 21 juillet 2005 à Londres, des millions de personnes ont déposé, incrédules, des gerbes, des bougies et de lettres à l'attention des victimes. Après les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 en France, environ quatre millions de personnes ont manifesté publiquement leur émotion. Des scènes semblables ont pu être observées en Belgique après les attaques suicides du 22 mars 2016 et le quotidien *Le Soir* a titré : « *Un sentiment de totale incompréhension* ». Cette « *incompréhension* » ou « *sidération* » reflétait le fait que les attentats « *ont semblé surgir de nulle part, n'avoir été annoncés par aucun signe avant-coureur, et ne s'inscrire dans le contexte d'aucun combat historique connu*¹ ».

Pourtant, ces faits de violence s'inscrivaient bien dans un « *combat historique connu* », une relation violente que les États occidentaux appellent « *guerre globale contre le terrorisme* » et les organisations djihadistes « *djihad contre l'ennemi lointain* ». Concrètement, les États-Unis avaient lancé plusieurs dizaines de missiles de croisière contre des infrastructures censées être occupées par *al Qaeda* au Soudan et en Afghanistan en août 1998 avant que cette organisation ne détourne quatre avions de ligne et les utilise comme arme de guerre le 11 septembre 2001. L'Espagne et le Royaume-Uni avaient participé à l'invasion de l'Afghanistan en 2001 et, surtout, de l'Irak en 2003 avant que leurs capitales ne se trouvent visées par des attentats en 2004 et 2005. La France et la Belgique étaient en guerre contre *al Qaeda* en Afghanistan dans les années 2000 et, surtout, contre l'organisation État islamique (EI) en Irak depuis septembre-octobre 2014, quand cette organisation a perpétré ses premières attaques à Paris et Bruxelles en 2015 et 2016². Il importe de souligner qu'on parle de guerres au sens courant du terme, c'est-à-dire d'actions militaires violentes et létales, y compris pour les civil·e·s. Werner Daum, l'ambassadeur d'Allemagne au Soudan, a témoigné du fait que les frappes au Soudan d'août 1998 ont détruit la principale usine de

¹ TRUC Gérôme, *Sidérations. Une sociologie des attentats*, Paris, Presses universitaires de France (version électronique), 2016.

² La France a commencé à bombarder l'EI en Irak en septembre 2014. Un an plus tard, les autorités françaises ont élargi le périmètre de cette guerre aérienne à la Syrie. La guerre belge contre l'EI s'est concentrée sur l'Irak et elle a connu plusieurs phases : des bombardements entre octobre 2014 et juin 2015, un soutien indirect à la coalition entre juin 2015 et juillet 2016 et une nouvelle phase de bombardements à partir de juillet 2016.

médicaments du pays et causé, indirectement, la mort de « dizaines de milliers de personnes³ ». Les estimations du nombre de morts civiles causées par la guerre d'Irak de 2003 varient entre 40 000 et 500 000 en fonction des méthodes de comptage⁴. D'après les décomptes de l'ONG *Airwars*, les bombardements de la coalition internationale contre l'EI à laquelle la France et la Belgique ont participé avaient causé la mort de milliers de civil-e-s irakien-ne-s et syrien-ne-s avant les attentats de 2015 et 2016⁵.

Bien que personnellement affecté par un attentat en raison de la perte d'un proche, je n'ai pas éprouvé, à l'époque, ce sentiment de « sidération ». Travaillant sur ces sujets, je savais que le risque d'attentat était très élevé en raison du mécanisme dit de « pompier pyromane ». Le chercheur Alex Braithwaite a calculé, à partir d'une étude statistique prenant en compte les déploiements de troupes de plus de 1 000 soldats et les 12 000 attaques « terroristes transnationales » recensées par la base de données « *Global Terrorism Database* », qu'un pays qui intervient militairement dans un autre a 55 fois plus de risques d'être visé par un attentat en provenance du pays concerné par le déploiement de troupes qu'un pays qui n'intervient pas⁶. Cela veut dire, concrètement, que les États-Unis, l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et la Belgique avaient multiplié par 55 le risque d'attentat en provenance des pays concernés quand ils ont décidé les interventions militaires évoquées plus haut. À l'inverse, l'Espagne avait divisé par 55 ce risque quand elle a retiré ses troupes d'Irak après l'attentat de Madrid en 2004. Il importe de souligner que, même si ce facteur de 55 est extrêmement élevé, il n'illustre qu'une régularité statistique. Nous verrons par exemple plus loin que le cas belge présente des singularités importantes.

Ce mécanisme de pompier pyromane, qui a été objectivé dans une vingtaine d'études scientifiques publiées dans des revues à comité de lecture⁷, dépasse de très loin tous les autres facteurs explicatifs des attentats. D'aucuns ont prétendu que les djihadistes nous attaquent « pour ce que nous sommes », à savoir « des démocraties libérales ». D'autres ont évoqué le rôle des discriminations politiques et sociales dans les phénomènes de « radicalisation ». En réalité, les démocraties ne sont que 1,2 fois plus touchées que les non-démocraties et les pays où les discriminations politiques et sociales sont plus importantes ne sont que 1,8 fois plus touchés que la moyenne⁸. On est donc très loin du facteur 55 évoqué plus haut. Conscient de ce mécanisme et du nombre d'interventions militaires dans des pays à majorité musulmane, le chercheur Charles Kurzman a proposé de renverser la

³ DAUM Werner, « [Universalism and the West: An Agenda for Understanding](#) », *Harvard International Review*, vol. 23, n° 2, 2001, p. 19.

⁴ DARDAGAN Hamit, IOBODA John et DOUGHERTY, « [Reality checks: some responses to the latest Lancet estimates](#) », *Iraq Body Count*, 16 octobre 2006.

⁵ « [Civilian Harm in the Campaign Against ISIS: an Updated Transparency Audit](#) », *Civilian Protection Monitor*, 24 octobre 2025.

⁶ BRAITHWAITE Alex, « [Transnational Terrorism as an Unintended Consequence of a Military Footprint](#) », *Security Studies*, vol. 24, n° 2, 2015, p. 364.

⁷ DELORI Mathias, EGGER Clara, MAGNI-BERTON Raul et VARAINE Simon, « [Les interventions militaires sont-elles une cause du "terrorisme" ? De l'utilité des analyses quantitatives pour les études critiques de la sécurité](#) », *Cultures & Conflicts*, n° 123-124, automne-hiver 2021, p. 37-65.

⁸ SAVUN Burcu et PHILLIPS Brian J., « [Democracy, Foreign Policy, and Terrorism](#) », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 6, 2009.

question qui a obsédé les nouveaux-elles expert-e-s en violence politique des années 2000 et 2010. Plutôt que de se demander pourquoi certaines personnes de culture musulmane se « radicalisent », ces nouveaux-elles expert-e-s devraient se demander « pourquoi n’y a-t-il pas plus de musulman-e-s terroristes ?⁹ »

Gérôme Truc a cependant raison : pour de nombreux-euses Occidentaux-ales, les attentats ont « semblé surgir de nulle part ». Or, les sociologues ont pour coutume de dire qu’« une idée, vraie ou fausse, est un fait vrai ». Ils-elles veulent dire par là que des idées fausses, quand elles sont partagées, ont des effets très concrets. En l’occurrence, l’idée fausse selon laquelle les attentats djihadistes « surgi[ssaient] de nulle part » a contribué à naturaliser l’idée selon laquelle le pays était attaqué, quand bien même il avait frappé le premier, ce qui a incité les autorités à intensifier les bombardements. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les groupes djihadistes ont répondu en multipliant les attentats contre les pays les bombardant. En ce qui concerne la séquence dominée par *al Qaeda*, les principaux épisodes de cette escalade de la violence sont l’extradition vers l’Égypte, en juillet 1998, de militants du Djihad islamique égyptien que la CIA avait capturé en Albanie (lesquels furent torturés et pendus)¹⁰, les attaques djihadistes contre les ambassades états-uniennes au Kenya et en Tanzanie quelques jours plus tard, les bombardements au Soudan et en Afghanistan en août 1998, les attentats du 11 septembre 2001, l’invasion de l’Afghanistan et de l’Irak en 2001 et 2003, les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005 et l’intensification des guerres des drones au Yémen, en Somalie et au Pakistan après l’arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2009. Bien qu’ayant participé aux opérations militaires de l’OTAN en Afghanistan, la Belgique n’a pas subi d’attentat revendiqué par *al Qaeda*. La France n’a subi qu’une seule série d’attaques djihadistes mortelles perpétrées par un sympathisant de cette organisation – celles de Mohammed Mehra à Toulouse et Montauban en mars 2013, des attaques qui comprenaient de surcroît un caractère antisémite. En ce qui concerne la séquence dominée par l’EI, les principaux épisodes sont l’attentat de Mehdi Nemmouche au musée juif de Bruxelles en mai 2014¹¹, le lancement de la guerre aérienne contre l’EI en Irak en août/septembre 2014, les exécutions par l’EI d’otages des pays bombardant, l’intensification des bombardements, les attentats de janvier 2015 en France, la décision française de bombardier l’EI en Syrie à partir de septembre 2015, les attentats de novembre 2015 en France, l’intensification des bombardements et les attentats de Bruxelles et Nice en 2016.

Notons que ce fait sociologique – le rôle majeur des guerres dans la production des attentats – n’invalide pas, en soi, l’idée selon laquelle il pourrait être stratégiquement pertinent de faire la guerre aux groupes djihadistes. Il se pourrait qu’il soit opportun de faire la guerre à ces groupes pour d’autres raisons (économiques ou humanitaires, par exemple). Il importe cependant de tenir un discours de vérité : ce choix politique multiplie drastiquement les risques de réponses violentes.

⁹ KURZMAN Charles, *The Missing Martyrs: Why There Are So Few Muslim Terrorists*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

¹⁰ MAYER Jane, *The Dark Side : The Inside Story of How The War on Terror Turned into a War on American Ideals*, New York, Doubleday, 2008, p. 114.

¹¹ L’EI n’a pas revendiqué cet attentat, mais Nemmouche était lié à cette organisation.

Ce texte s'interroge, par conséquent, sur les ressorts de cette représentation des attentats comme une irruption de violence dans des sociétés en paix. Est-elle le fruit d'une méconnaissance du phénomène de pompier pyromane évoqué plus haut ? Découle-t-elle d'un déficit d'information au sujet du fait que les pays visés étaient en guerre contre *al Qaeda* et l'EI au moment des attentats ? Cette représentation des attentats comme irruption de violence dans des sociétés en paix prend-elle racine à un niveau plus profond que la connaissance, dans la conception morale et sensible qu'on se fait des deux violences en question : les bombardements aériens d'une part et le terrorisme d'autre part ?

Le texte répond à ces questions à partir d'une étude sur la couverture journalistique de la relation violente entre la coalition internationale d'une part et l'organisation État Islamique d'autre part. J'ai choisi cette séquence de la « *guerre globale contre le terrorisme* », celle centrée sur l'EI, car la non-prise en compte du mécanisme de pompier pyromane est particulièrement intrigante. En effet, ce mécanisme avait été identifié et quantifié par les spécialistes au cours de la séquence précédente. Il avait aussi été acté officiellement par les services de sécurité des pays occidentaux. Chaque année, la Maison-Blanche publie un document, appelé *National Intelligence Estimate* (NIE), synthétisant la contribution des agences de renseignement à la réflexion sur la grande stratégie des États-Unis. Le NIE de 2006 avait pris acte du fait que l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et les torts causés aux populations civiles par les bombardements aériens avaient renforcé *al Qaeda* et provoqué de multiples vocations terroristes¹². La France elle-même avait refusé de participer à la guerre d'Irak en 2003 en partie pour cette raison. Lors du vote de la résolution autorisant la Belgique à bombarder l'EI en septembre 2014, le parlement belge avait rappelé que la Belgique risquait d'être visée en retour :

« *La résolution adoptée demande enfin au gouvernement fédéral de prendre "les mesures qui s'imposent pour anticiper une possible augmentation de la menace [terroriste] interne" à la suite de notre participation à la coalition internationale*¹³. »

Les responsables officiel-le-s des pays de la coalition contre l'EI ont-ils-elles oublié ce savoir quand sont survenues les ripostes de l'EI ?

La focale sur les médias découle, pour sa part, du constat suivant : la « *guerre globale contre le terrorisme* » ne ressemble pas aux deux guerres mondiales. Ce n'est pas une guerre dont une partie substantielle de la population occidentale fait directement l'expérience. Dans la « *guerre globale contre le terrorisme* », seul-e-s les soldat-e-s professionnel-le-s déployé-e-s, les pilotes, les opérateur-ric-e-s de drones et les victimes civiles des attentats font directement l'expérience de la guerre. Cela signifie que pour 99 % des Occidentaux-ales, le rapport à cet ensemble de guerres est entièrement médiatisé par les discours officiels, les films ou les séries, et les journaux d'information. Les études sur les discours officiels ont montré, sans grande surprise, qu'ils relèvent – et c'est de bonne guerre – de la communication politique. Ils cadrent la réalité dans un sens favorable à la politique

¹² PIAZZA James A. et CHOI Seung-Whan, « [International Military Interventions and Transnational Terrorist Backlash](#) », *International Studies Quarterly*, vol. 62, n° 3, p. 686.

¹³ « [C'est voté : la Belgique entre en guerre contre Daesh](#) », *Le Soir*, 26 septembre 2014.

gouvernementale, en l'occurrence la guerre contre le terrorisme. Les études sur les films, les séries et les autres éléments de la culture populaire ont révélé qu'ils collent majoritairement à cette communication¹⁴. De tous ces vecteurs de représentations, seul le journalisme d'information est censé renseigner les opinions publiques sur ces guerres, sur le terrorisme et sur les causes de celui-ci. J'analyse donc dans les pages suivantes la couverture, par les journaux d'information occidentaux, des bombardements contre l'EI, des attentats revendiqués par cette organisation et de la relation entre ces deux violences.

Mon enquête porte principalement sur la couverture par le journal français *Le Monde* et le quotidien belge *Le Soir* de cette relation violente. J'ai choisi ces journaux, car ils ont développé une ligne éditoriale, que certains qualifient de « *libérale* », qu'on peut situer au centre l'échiquier politique. Cela ne veut pas dire que leur posture est plus neutre ou objective que celle d'autres médias, mais qu'ils énoncent rarement un point de vue radicalement de gauche ou de droite sans donner aussi la parole à l'autre perspective. Par ailleurs et surtout, *Le Monde* et *Le Soir* appartiennent à ce que Bourdieu appelle le « *pôle intellectuel* », par opposition à « *commercial* », du champ journalistique¹⁵. Concrètement, on trouve davantage d'informations dans *Le Monde* et *Le Soir* que dans *Paris Match* ou *Gala*. Ce faisant, je mets en œuvre la méthodologie dite des « *cas forts* ». S'il est vrai que *Le Monde* et *Le Soir* produisent de l'ignorance sur le principal facteur explicatif des attentats terroristes, on a de bonnes raisons de penser que la plupart des autres journaux en font autant.

Il est par ailleurs intéressant de comparer la France et la Belgique, car le mécanisme de pompier pyromane ne s'est pas illustré de la même manière dans les deux pays. La France constitue un cas « *normal* » : les attentats ont toujours eu lieu après les engagements français. La Belgique est un cas particulier pour deux raisons. Premièrement, ce pays a subi une attaque djihadiste qui constitue, par certains aspects, une exception à la règle : celle au musée juif de Bruxelles en mai 2014. Mehdi Nemmouche, la personne condamnée pour cette attaque, n'était pas lié à *al Qaeda*, la seule organisation djihadiste contre laquelle la Belgique était alors en guerre. Si l'on considère que l'EI est responsable de cet attentat¹⁶, ce dernier constitue un des rares cas (4,5 %) où l'EI a attaqué un pays qui ne l'a pas bombardé¹⁷. Deuxièmement, les attentats de l'EI à Bruxelles en mars 2016 ont eu lieu à un moment où la Belgique ne bombardait plus cette organisation (tout en étant encore membre de la coalition internationale contre l'EI). En d'autres termes, l'idée selon laquelle

¹⁴ DER DERIAN James, *Virtuous war: Mapping the Military-Industrial Media-Entertainment Network*, Londres et New York, Routledge, 2009.

¹⁵ BOURDIEU Pierre, « [L'emprise du journalisme](#) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101-102, 1994, p. 4.

¹⁶ L'EI n'a pas revendiqué cette attaque, mais on soupçonne Nemmouche d'avoir séjourné sur le territoire occupé par cette organisation en Syrie.

¹⁷ Entre 2014 et 2016, des personnes liées à l'EI ont réalisé 113 attaques contre des pays autres que l'Irak et la Syrie (les pays où elle s'est implantée). Sur ces 113 attaques, 108 ont été perpétrées contre des pays interventionnistes et, qui plus est, après le début de l'intervention. Il n'existe que cinq exceptions : des attaques contre la Géorgie, la Malaisie, le Liban, la Turquie et la Belgique.

les attentats constituaient des irruptions de violence dans une société en paix était manifestement fausse dans le cas français, mais sujette à interprétation dans le cas belge.

Ce texte est structuré en quatre parties portant successivement sur les écueils qui accompagnent les usages journalistiques de la notion de terrorisme, sur la dilution de l'information relative au rôle des guerres dans la production des attentats, sur le cadrage des violences terroristes et contre-terroristes et, enfin, sur les facteurs explicatifs de cette production d'ignorance sur les causes des attentats.

1. DES MÉDIAS COMPLICES OU ANALYSTES DU TERRORISME ?

Chacun-e connaît l'adage selon lequel les « *combattants de la liberté* » des uns sont les « *terroristes* » des autres. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, ceux-celles qui se dénommaient « *résistant-e-s* » étaient appelé-e-s « *terroristes* » par le gouvernement de Vichy et les autorités d'occupation. Pendant la guerre d'indépendance algérienne, le gouvernement et l'armée française affublèrent du label « *terroriste* » les militant-e-s du Front de libération nationale (FLN) alors qu'eux-elles-mêmes se considéraient comme des « *moudjahidines* » (des combattant-e-s d'une armée de libération), des « *révolutionnaires* » ou des « *résistant-e-s* ». La plupart du temps, ces usages normatifs et accusatoires du terme fonctionnent en miroir, les adversaires se qualifiant mutuellement de « *terroriste* ». Par exemple, les États-Unis considèrent que Le Corps des Gardiens de la Révolution islamique en Iran est une organisation terroriste. L'Iran affuble l'*US Air Force* du même label.

Des médias font preuve de réflexivité par rapport à ce problème. Par exemple, la *BBC* refuse d'employer le mot « *terroriste* », car elle estime que

« le terrorisme est un mot chargé, que les gens utilisent pour désigner une organisation qu'ils désapprouvent moralement. La BBC n'a tout simplement pas pour mission de dire aux gens qui soutenir et qui condamner, qui sont les bon-ne-s et qui sont les méchant-e-s¹⁸. »

On retrouve cette approche chez certain-e-s chercheur-se-s en sciences sociales. Pour Didier Bigo, par exemple, « *le terrorisme n'existe pas : ou plus exactement, ce n'est pas un concept utilisable par les sciences sociales¹⁹* ». D'autres expressions, comme « *violence politique perpétrée par un groupe non-étatique* » ou « *tactique de la guerre asymétrique* », permettent de désigner la violence politique perpétrée par les groupes que le discours hégémonique qualifie, sous nos latitudes, de « *terroristes* » sans employer ce mot chargé d'un jugement moral et situé géopolitiquement.

Une autre manière de procéder consiste à proposer une définition du terrorisme et à appliquer la deuxième règle de la méthode sociologique selon Emile Durkheim : « *comprendre dans la même recherche tous [les phénomènes] qui répondent à cette définition²⁰* ». D'aucuns appellent terrorisme les actions violentes dirigées contre les civil-e-s dans le but de provoquer de la peur. Cela fait d'*al Qaeda* et de l'EI des organisations pratiquant souvent le terrorisme, mais pas systématiquement. En effet, ces organisations

¹⁸ SIMPSON John, « [Why BBC doesn't call Hamas militants "terrorists"](#) », *BBC*, 11 October 2023.

¹⁹ BIGO Didier, « [L'impossible cartographie du terrorisme](#) », *Cultures & Conflits*, 2005.

²⁰ DURKHEIM Emile, *Les règles de la méthode sociologique*. Paris, PUF, 2005 [1895], p. 35.

portent aussi le fer contre des combattant·e·s quand elles affrontent des troupes au sol. Par ailleurs, les États occidentaux pratiquent parfois le terrorisme ainsi défini. Outre les actions d'Israël en Palestine²¹, l'exemple le plus documenté est la politique de « *interrogatoires renforcés* » mise en œuvre par l'administration Bush au cours des années 2000 à Guantanamo, dans ses autres prisons militaires et dans les « *black sites* » de la CIA. Les forces armées états-uniennes et la CIA savaient que la plupart des prisonnier·ère·s étaient des civil·e·s qui n'entretenaient pas de lien avec *al Qaeda*. Un sous-officier de la prison militaire de Guantanamo a concédé ce point dans un entretien avec Tony Lagouranis, un interrogateur repent : « *Tout le monde n'est peut-être pas coupable, mais ils savent quelque chose. Nous avons fabriqué un gros filet*²² ». L'intention de « *terroriser* » était, par ailleurs, caractérisée. La technique numéro « 35 » du répertoire de « *techniques d'interrogation standard* » de la prison d'Abou Ghraib prévoyait par exemple l'utilisation des chiens pour « *terroriser* » les détenu·e·s²³. Cette approche est intellectuellement cohérente, mais, comme l'indiquent les exemples précédents, elle donne au concept de terrorisme une grande extension.

Conscient·e·s de ce problème, certain·e·s spécialistes préfèrent s'appuyer sur la définition de Raymond Aron. Ce chercheur en relations internationales appelait « *terroriste* » toute action violente dont « *les effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques*²⁴ ». Il a produit cette définition dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne, quand les deux belligérants – le FLN algérien et l'armée française – pratiquaient le terrorisme au sens défini dans le paragraphe précédent, les premiers en posant des bombes dans les cafés, les seconds en bombardant des villages au napalm. Aron estimait qu'il existait une différence entre ces deux types d'actions. Dans le cas des bombardements au napalm, l'effet psychologique était important, mais proportionnel au volume de la violence. Dans le cas du FLN, en revanche, une simple bombe tuant quelques personnes faisait la une de tous les journaux et provoquait, par conséquent, une émotion beaucoup plus grande. Aron proposait de réserver le terme *terroriste* à ce deuxième type d'action en mettant l'accent sur l'écart entre la matérialité de l'action et sa résonance symbolique.

Bien que séduisante en première analyse, la définition d'Aron pose deux problèmes. Premièrement, les groupes que le discours hégémonique qualifie de « *terroristes* » n'ont pas non plus le monopole du terrorisme ainsi défini. Tous les témoignages convergent sur le fait que les drones produisent, eux aussi, des « *effets psychologiques hors de proportion avec ses résultats purement physiques* ». Le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer se trouvait à Mossoul quand les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Belgique et quelques

²¹ ALBANESE Francesca, « [Torture and genocide: Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 \(advance edited version\)](#) », CDH, A/HRC/61/71, 23 mars 2026.

²² LAGOURANIS Tony, *Fear Harsh Up. An Army Interrogator's Dark Journey through Iraq*, New York, NAL Caliber, 2007, p. 197.

²³ « [Working Group Report on Detainee Interrogations in the Global War on Terrorism: Assessment of Legal, Historical, Policy and Operational Considerations](#) », *Department of Defense*, 4 avril 2003, p. 65.

²⁴ ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 176.

autres pays ont bombardé la ville. Il a relaté l'effet terrorisant – et terroriste au sens d'Aron – des drones armés dans les termes suivants :

« Leur vrombissement est si fort qu'il couvre même les ventilateurs de chauffage que nous avons allumés uniquement pour ne plus entendre les drones. Ainsi, on nous rappelle constamment que tout peut s'arrêter à tout moment. Nous avons un sentiment de grande impuissance et d'incapacité à nous défendre. Un lâche quelconque dans la salle informatique d'un pays lointain a notre vie entre ses mains²⁵. »

Remarquons que les drones engendrent un stress très important pour la raison précise qui leur permet d'attaquer leur cible avec précision : le fait qu'ils peuvent la survoler pendant des heures²⁶.

Deuxièmement, les djihadistes ne sont pas les seuls acteurs de ce terrorisme quand ils s'attaquent, à Paris ou Bruxelles, à des civil·e·s sans défense. Sans la médiatisation dont ils ont bénéficié, les attentats de janvier 2015 en France et de mars 2016 en Belgique auraient constitué un événement tragique pour les familles concernées, mais pas pour les millions de personnes qui ont manifesté leur émotion. Par ailleurs, la mort de dizaines de civil·e·s constitue un événement majeur dans les sociétés qui se pensent en paix, mais pas dans celles qui se savent en guerre. Il a fallu que les médias occidentaux contribuent à la construction des attentats de Paris et de Bruxelles comme des irruptions de violence dans des sociétés en paix pour que l'effet psychologique s'avère, conformément à ce qu'espéraient ses auteur·rice·s, « *hors de proportion avec ses résultats purement physiques* ».

Cela a fait dire au philosophe Jean Baudrillard qu'il existe une « *complicité inavouable*²⁷ » entre les journalistes et les terroristes. Cette complicité est inavouable, car les un·e·s et les autres ne poursuivent pas les mêmes buts. Pour les terroristes, la quête de l'effet psychologique maximal fait partie d'une stratégie guerrière. Pour les journalistes, elle permet de faire de l'audience, de vendre davantage de journaux et parfois de sortir un scoop. La complicité repose donc sur un calcul pragmatique. Pour paraphraser Jean Baudrillard, les médias font de la pub au terrorisme, car le terrorisme fait de la pub aux médias²⁸.

Ce phénomène est apparu au grand jour, au moment des attentats de janvier 2015 à Paris, quand *BFM-TV* et les trois djihadistes ont entrepris de se téléphoner. Le matin du 9 janvier, la chaîne d'information en continu a appelé les frères Kouachi dans le but d'obtenir un

²⁵ TODENHÖFER Jürgen, *Inside IS – 10 Tage im « Islamischen Staat »*, Munich, Bertelsmann, 2015, p. 286.

²⁶ « [Living Under Drones: Death, Injury and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan](#) », *International Human Rights and Conflict Resolution Clinic at Stanford Law School and Global Justice Clinic at NYU School of Law*, septembre 2012.

²⁷ BAUDRILLARD Jean, « [L'esprit du terrorisme](#) », *Le Monde*, 3 novembre 2001.

²⁸ La formule originale, consacrée à la guerre du Golfe, est la suivante : « *Les médias font de la pub à la guerre, la guerre fait de la pub aux médias* ». BAUDRILLARD Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, Paris, Galilée, 1991, p. 22.

scoop et battre tous les records d'audience de la chaîne, ce qu'elle a réussi. Amédée Coulibaly a pour sa part joint cette chaîne pour une autre raison, dévoilée par un ancien otage :

« Il a voulu BFM. Il était intéressé par cette chaîne [...]. Comme la télé ne donnait pas toujours les bonnes infos, il s'est énervé. Il a dit : "Comment ça, il n'y a pas de morts ? Ils vont voir s'il n'y a pas de morts". Il a appelé BFM et leur a demandé de changer leur bandeau²⁹. »

À l'instar de la plupart des médias du pôle intellectuel du champ journalistique, *Le Monde* et *Le Soir* ne sont pas « complices » (au sens de Baudrillard) des djihadistes et de leurs stratégies terroristes (au sens d'Aron) de la même manière que *BFM-TV* au moment des attentats de janvier 2015. Concrètement, *Le Monde* et *Le Soir* n'ouvrent pas leurs colonnes aux djihadistes pour qu'ils-elles rendent plus insupportable encore leur violence. Pour les mêmes raisons, ces journaux ne reproduisent pas les mises en scène macabres comme les décapitations d'otages. Pour *Le Monde* et *Le Soir*, le principal problème découle d'un manque de rigueur analytique. En utilisant le terme terroriste sans le définir et sans réflexivité, ils ne se donnent pas tous les moyens de comprendre – et par conséquent de combattre efficacement – la violence politique perpétrée par les groupes non étatiques.

²⁹ ALBERTINI Dominique, « [Témoignage. Attaque du supermarché Hyper Cacher : un otage raconte l'horreur](#) », *Libération*, 11 janvier 2015

2. LA DILUTION DE L'INFORMATION SUR LE RÔLE DES GUERRES DANS LA PRODUCTION DES ATTENTATS

Malgré le problème conceptuel évoqué dans la section précédente, les médias du pôle intellectuel du champ journalistique informent parfois leurs lecteur-ric-e-s sur le mécanisme de pompier pyromane. Pendant la guerre contre *al Qaeda*, le *New York Times* a par exemple donné la parole à Robert Pape, le premier chercheur à avoir identifié et mesuré le rôle des guerres dans la production des attentats³⁰. *Le Monde* et *Le Soir* ont aussi traité le sujet. Dominique de Villepin, un responsable politique français pourfendeur des interventions militaires à l'étranger, a pu exprimer cette idée dans *Le Monde* quand la France a pris la décision de bombarder l'EI :

« Aller faire la guerre contre cette région meurtrie, frappée par les crises identitaires [...], c'est prendre le risque de cristalliser et de coaliser un certain nombre de forces [...] contre nous³¹. »

Un autre article évoquait une « *source diplomatique* » française anonyme qui estimait que le fait de bombarder l'EI « *ne servira à rien et cela ne peut que renforcer les risques d'une escalade³²* ». *Le Soir* a également informé ses lecteur-ric-e-s au moment où la Belgique a commencé à bombarder l'EI, évoquant un « *risque de représailles au pays³³* ».

Cette exposition du mécanisme de pompier pyromane est cependant diluée dans une multitude d'articles insistant sur le fanatisme des membres d'*al Qaeda* et de l'EI et les raisons multiples qui peuvent les conduire à commettre des attentats en Europe.

En novembre-décembre 2020, le site du *Nouvel Observateur* a publié cinq tribunes discutant du rôle des guerres dans la production des attentats³⁴. La première, écrite par des intellectuel-le-s et artistes de gauche, reprenait la thèse du pompier pyromane. La deuxième, rédigée par des universitaires proches des milieux de la défense, affirmait au

³⁰ PAPE Robert, « [The Strategic Logic of Suicide Terrorism](#) », *The American Political Science Review*, vol. 97, n° 3, août 2003, p. 343-361. Voir notamment : PAPE Robert A « [Dying to kill us](#) », *New York Times*, 22 septembre 2003.

³¹ « [Coalition contre l'Etat islamique : "absurde et dangereuse", selon Dominique de Villepin](#) », *Le Monde*, 12 septembre 2014.

³² GUIBERT Nathalie, « [Paris veut pouvoir choisir ses frappes dans l'opération contre l'État islamique](#) », *Le Monde*, 10 septembre 2014.

³³ MARTIN Pascal, « Une guerre peut en cacher une autre », *Le Soir*, 25 septembre 2014.

³⁴ Les liens vers les quatre autres tribunes sont accessibles depuis la dernière : DELORI Mathias, WASINSKI Christophe et BIGO Didier, « [Terrorisme : les guerres ne résolvent pas le problème, elles l'aggravent](#) », *Le Nouvel Obs*, 6 décembre 2020.

contraire que les djihadistes « *nous attaquent pour ce que nous sommes* ». La troisième, produite par trois chercheur·se·s, donnait raison à la première en quantifiant le mécanisme de pompier pyromane. La quatrième, du groupe d'universitaires proches des milieux militaires, répondait à la troisième. Une cinquième tribune, coécrite par l'auteur de ces lignes et signée par 40 universitaires, validait les arguments des première et troisième tribunes en apportant des arguments plus qualitatifs. On pourrait se dire que le site du *Nouvel Observateur* a ainsi fait preuve de pluralisme et qu'il a ainsi permis à ses lecteurs et lectrices de se faire librement une opinion. C'est vrai, mais il existait une asymétrie entre les tribunes publiées par les universitaires. La tribune hostile à la thèse du pompier pyromane était le fait de personnes reconnues dans leur domaine d'expertise, mais dont aucune ne travaillait sur les causes des attentats. Les tribunes des universitaires qui validaient la thèse du pompier pyromane étaient le fait, en revanche, de spécialistes.

On appelle « *fabrication du doute* » le procédé consistant à faire croire à l'existence d'une controverse quand, en réalité, le consensus scientifique est bien établi. Les cas les plus documentés concernent les rapports de causalité entre la consommation de tabac et le risque de développer un cancer du poumon d'une part et les activités humaines et le bouleversement climatique d'autre part³⁵. Quand les premières études scientifiques sur ces sujets sont sorties, l'industrie du tabac et des groupes climatosceptiques ont contre-attaqué en finançant des pseudo-expertises qui n'ont pas à proprement parler réfuté les véritables travaux scientifiques sur le sujet – c'eût été impossible – mais se sont plutôt efforcées d'instiller un doute dans l'esprit des consommateur·rice·s et des citoyen·ne·s. Cela fonctionne, car ces dernier·ère·s n'ont généralement pas les moyens de vérifier les protocoles d'enquête, les liens d'intérêt et la qualité des revues dans lesquelles paraissent ces études. Quand ils-elles apprennent que deux études qui semblent scientifiques aboutissent à des résultats opposés, ils-elles se disent qu'il existe un débat scientifique et que la question n'est pas encore tranchée. Un fait, propre au champ journalistique, alimente la stratégie des « *marchands de doute* ». Ce champ valorise l'idée selon laquelle il conviendrait de présenter plusieurs points de vue. La rédaction du site du *Nouvel Observateur* a probablement pensé offrir à ses lecteur·rice·s un débat polyphonique équilibré sans se rendre compte qu'elle diluait une information dans des opinions.

On retrouve ce problème de la dilution de l'information dans l'exposé de la chronologie de la relation violente entre l'EI et la coalition internationale qui l'a bombardé. Le 27 juillet 2016, le directeur du journal *Le Monde*, Jérôme Fenoglio, écrivait ceci dans un éditorial :

« *Nous ne sommes pas visés au hasard, mais pour ce que nous sommes. Nous ne sommes pas frappés pour notre appartenance à la coalition qui combat l'EI en Irak et en Syrie : la France ne l'a rejointe qu'après avoir été attaquée*³⁶. »

³⁵ ORESKES Naomi et CONWAY Erik, *Les marchands de doute : ou comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, Paris, Le Pommier, 2012.

³⁶ FENOGLIO Jérôme, « [Éditorial : Attaque de Saint-Etienne-du-Rouvray : Résister à la stratégie de la haine](#) », *Le Monde*, 27 juillet 2016.

Cette dernière phrase était factuellement fausse. La France a commencé à bombardier l'EI en Irak le 19 septembre 2014. L'EI a prononcé sa première menace officielle contre la France trois jours plus tard, le 22 septembre 2014. Un groupuscule algérien se réclamant de cette organisation a perpétré sa première attaque contre un Français, l'alpiniste Hervé Gourdel, le lendemain, soit quatre jours après le déclenchement de la guerre aérienne française.

Le plus intéressant dans cette histoire n'est pas l'erreur commise par le directeur de ce journal – *Le Monde* a d'ailleurs toiletté quelques jours plus tard la version électronique de cet éditorial après que l'émission *Arrêt sur image* et l'auteur de ces lignes ont relevé l'erreur –, mais la réaction des abonné-e-s dans leurs commentaires. Les 99 premier-ère-s ne l'ont tout simplement pas relevée. Ces personnes étaient pourtant intéressées par la question des motifs des djihadistes. Beaucoup voyaient dans l'islam la cause de la violence djihadiste. D'autres soulignaient les facteurs psychologiques ou sociaux. Aucun-e n'a fait l'hypothèse que les attentats pourraient être une riposte aux bombardements. L'erreur factuelle de l'éditorial ne fut relevée qu'au 100^e commentaire posté le 27 juillet 2016 à 13 heures 05 :

« Plutôt d'accord avec cet édito, mais il me semble comporter une erreur. En septembre 2014 quand la France a rejoint la coalition anti EI, il n'y avait encore eu aucun attentat revendiqué par l'EI en France. Et la revendication des attentats comporte toujours l'arrêt de l'intervention de la France anti EI. »

D'une manière plus générale, comme indiqué plus haut, l'immense majorité (95,5 %) des attentats perpétrés par des militants de l'EI ont visé des pays qui l'ont attaqué auparavant. Cette statistique est importante pour qui veut comprendre les motifs des membres de cette organisation.

3. LE PROBLÈME DE LA REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE

Judith Butler a forgé l'expression « *cadre de guerre* » pour rendre compte du fait que le rapport à la guerre n'est pas toujours binaire (vrai ou faux) comme dans le cas de l'inversion de la chronologie évoquée plus haut. Ce rapport est souvent médiatisé par des schémas interprétatifs implicites qui sélectionnent des éléments du réel et en excluent d'autres, pour raconter une histoire³⁷. La violence se prête à ces cadrages de la réalité, car elle « *fait partie de ces phénomènes du vivre ensemble humain qui – comme la pauvreté ou le changement climatique – sont secrètement perçus comme des “problèmes”*³⁸ ». On le voit avec les violences policières. Ces dernières peuvent faire l'objet de quantifications en nombre de mort·e·s, de blessé·e·s, de traumatisé·e·s, etc. Ces nombres n'ont pas de prise sur celles et ceux qui estiment, comme un ministre de l'Intérieur français, qu'« *il n'y a pas de violence policière*³⁹ », car cette expression reviendrait à mettre sur le même plan les criminel·le·s et les « *autorités légitimes* ». Sous l'Antiquité romaine, on appelait « *violentia* » la violence criminelle et « *potestas* » l'usage de la force par les autorités légitimes. La citation du ministre français de l'Intérieur renvoie à cette distinction. Écrire que la coalition internationale fait « *usage de la force* » pour arrêter le « *terrorisme* » de l'EI revient à cadrer la réalité d'une manière telle que les bombardements apparaissent moins violents que les attentats, même quand ils causent plus de mort·e·s de personnes innocentes.

3.1. L'usage de la « *force* » contre-terroriste

Au cours de la première guerre du Golfe, d'août 1990 à février 1991, les États-Unis et leurs alliés ont largué 88 000 tonnes de bombes sur l'Irak. Le nombre de civil·e·s tué·e·s par les bombes de la coalition n'est pas connu avec précision, mais l'ONG *Human Rights Watch* l'estime à environ 2 500⁴⁰. Les médias occidentaux qui ont couvert cette guerre ont pourtant raconté une autre histoire. Ils ont repris à leur compte la fiction, produite par l'armée états-unienne, de la guerre propre, autrement dit de la guerre ne faisant aucun mort civil.

Le philosophe Jean Baudrillard a immédiatement perçu le cadrage. Son recueil d'articles intitulé *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu* expose l'analyse qu'il a faite, en temps réel, de ce

³⁷ BUTLER Judith, *Frames of War. When is Life Grievable?* London, Verso, 2010.

³⁸ KOLOMA BECK Teresa et SCHLICHTER Klaus, *Theorien der Gewalt. Zur Einführung*, Hambourg, Junius Verlag, 2020, p. 9.

³⁹ « [“Il n'y a pas de violences policières”, estime Gérard Darmanin, qui condamne “des actes individuels”](#) », RTL, 29 mars 2023.

⁴⁰ « [Introduction and Summary of Conclusion](#) » dans « [Needless Deaths in the Gulf War : Civilian Casualties During the Air Campaign and Violations of the Laws of War](#) », *Human Rights Watch*, 1991.

tour de passe-passe⁴¹. L'analyse de Baudrillard prend racine dans sa théorie de la (dis)simulation. Celle-ci énonce que les représentations fictionnelles de la réalité – les « *simulations* » – sont réelles en ceci qu'elles participent à la construction d'un imaginaire qui a du sens pour les êtres humains et qu'elles produisent des réalités matérielles plus importantes que celles qu'elles recouvrent – les « *dissimulations* ». En l'occurrence, la simulation de la guerre propre a dissimulé la mort de 2 500 civil-e-s irakien-e-s, ce qui est beaucoup, mais elle a produit une réalité matérielle plus importante encore : les centaines de milliers de victimes civiles irakiennes des conséquences de l'embargo et de la guerre de 2003. Cette simulation a rendu possible ces mort-e-s, car les opinions publiques occidentales n'auraient probablement pas consenti à cet embargo et à cette nouvelle guerre contre l'Irak si le mythe de la guerre propre n'avait pas été simulé de manière efficace.

L'analyse de Baudrillard sur le mythe de la guerre propre est intéressante pour comprendre les cadrages, par *Le Monde* et *Le Soir*, des bombardements de la coalition internationale contre l'EI. L'ONG *Airwars* s'est efforcée de quantifier le nombre de civil-e-s tué-e-s par la coalition internationale contre l'EI en Irak et en Syrie depuis 2014. Cette ONG utilise la méthode dite de la « *surveillance passive* ». Elle consiste à comptabiliser les mort-e-s recensé-e-s par les médias en tout genre et à croiser les sources. On parvient ainsi à diverses estimations en fonction du nombre de sources indépendante. *Airwars* a retrouvé le nom de 3 784 personnes civiles tuées par les bombardements. C'est son estimation la plus basse. Son estimation la plus haute, dont certaines ne sont basées que sur une seule source, est de 30 000 morts civiles. L'ONG propose une évaluation intermédiaire, qu'elle considère comme « *juste* » (« *fair* »), car produite sur la base de sources crédibles, de 13 342 morts civiles⁴².

Je n'ai trouvé aucune mention, dans *Le Monde* et *Le Soir*, de ces estimations à quatre ou cinq chiffres. Le quotidien français a rendu compte d'une statistique produite par *Airwars* et *Amnesty International* concernant un épisode ponctuel : les 1 600 morts civiles causées par les bombardements lors de la bataille de Raqqa entre juin et octobre 2017⁴³. Ce journal a aussi évoqué à deux reprises des estimations de *Airwars* du début de la guerre, quand cette organisation n'avait pas encore constitué toute son équipe de chercheur-e-s, et quand elle évoquait « *quelques centaines de mort-e-s civil-e-s* ». Encore faut-il ajouter que cette information était diluée dans un article expliquant que le nombre de civil-e-s tué-e-s par la coalition était proportionnel à l'effet militaire recherché, puisque ces bombardements ont permis de faire « *reculer le groupe terroriste de façon significative sur le terrain*⁴⁴ ». Dans un autre article, *Le Monde* a balayé le travail de *Airwars* et *Amnesty International*, au motif que

⁴¹ BAUDRILLARD Jean, *La Guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, op. cit.

⁴² « [Reported civilian deaths from US-led Coalition strikes in Iraq and Syria](#) », *Airwars*, 29 septembre 2022. Voir aussi : « *Methodology* », *Airwars*, s. d. (consulté le 25 février 2026).

⁴³ « [Syrie : selon Amnesty, la coalition internationale a tué 1 600 civils lors de la bataille de Raqqa en 2017](#) », *Le Monde*, 25 avril 2019.

⁴⁴ GUIBERT Nathalie et SALLON Hélène, « [Les forces françaises ont tué au moins 2 500 djihadistes de l'EI en Irak et Syrie](#) », *Le Monde*, 13 décembre 2016. L'autre article est le suivant : « [Des centaines de civils victimes collatérales des bombardements aériens contre l'État islamique](#) », *Le Monde*, 3 août 2015.

ces ONG « *n'avancent pas de chiffres précis concernant le nombre de civils tués durant ces opérations*⁴⁵ ».

Le Soir a produit davantage d'informations que *Le Monde* sur la violence des bombardements, y compris les bombardements belges. Ce quotidien a par exemple évoqué une estimation ponctuelle de *Airwars* relative à une série de frappes attribuées aux avions de combat belges qui auraient causé la mort de 140 civil-e-s à Mossoul⁴⁶. Comme *Le Monde*, ce journal a cependant mis en doute le travail de cette ONG en le mettant au même niveau, en termes de fiabilité, que la communication des forces armées :

*« Quant aux chiffres avancés par airwars.org, il serait téméraire de contester leurs évaluations de victimes civiles, qui sont sans doute aussi aléatoires que l'affirmation militaire de "zéro victime collatérale". Il s'agit de méta-analyses (leurs chercheurs ne se rendent pas sur place, ne documentent pas de première main)*⁴⁷. »

Le cadrage de la violence des bombardements a aussi varié dans le temps. Les deux quotidiens ont fortement euphémisé cette violence au début de l'opération, alors que l'EI était accusé de perpétrer un génocide contre les Yézidis. Pour *Le Monde*, les bombardements états-unis du mois d'août 2014 étaient des « *actions militaires précises* » dans le cadre d'une « *opération de protection aérienne*⁴⁸ ». D'ailleurs, ces aéronefs états-unis ne larguaient pas seulement des bombes, mais aussi, et surtout, « *des vivres pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés Yézidis*⁴⁹ ». En cette fin d'été 2014, *Le Soir* n'oblitérait pas totalement la violence des bombardements, mais il l'attribuait aux seules forces aériennes irakiennes : « *Dans sa lutte contre les djihadistes, l'Irak a recours massivement aux bombardements. Human Rights Watch a recensé 17 frappes aériennes irakiennes à l'origine de la mort de 75 civils pour le seul mois de juillet*⁵⁰. »

En novembre 2014, un journaliste du *Monde* a relaté qu'une femme, qui n'avait rien à voir avec l'EI, est morte lors d'un bombardement « *états-unien* » à Raqqa tout en précisant que cette personne est « *la seule victime des frappes américaines à Rakka*⁵¹ ». Ce discours qui présente la mort des civil-e-s comme un événement exceptionnel et accidentel constitue, lui aussi, un cadre de guerre au sens de Judith Butler. Pour comprendre pourquoi, il convient de présenter une notion centrale de la manière libérale de faire la guerre (celle qui ne vise

⁴⁵ « [Les États-Unis ont réalisé 85 % des bombardements contre l'État islamique](#) », *Le Monde*, 13 novembre 2014.

⁴⁶ « [Civils bombardés à Mossoul : le SP.A demande la transparence](#) », *Le Soir*, 2 avril 2017.

⁴⁷ LALLEMAND Alain, « [Bombardements en Irak : l'armée trop muette ?](#) », *Le Soir*, 8 août 2015.

⁴⁸ PARIS Gilles, « [Barack Obama de retour dans le borbier irakien](#) », *Le Monde*, 9 août 2014 ; PARIS Gilles, « [Guerrier réticent, Barack Obama en quête de stratégie face à la menace djihadiste](#) », *Le Monde*, 23 août 2014.

⁴⁹ PARIS Gilles, « [Barack Obama de retour dans le borbier irakien](#) », *loc. cit.*

⁵⁰ MINOUI Delphine, « Les civils sunnites, victimes collatérales de la guerre contre l'Etat islamique », *Le Soir*, 15 septembre 2014.

⁵¹ BARTHE Benjamin, « [Carnage à Rakka, sous les bombes d'Assad](#) », *Le Monde*, 26 novembre 2014.

pas les civil·e·s) : la « *valeur seuil des victimes non-combattantes* » (« *non-combatant casualty cut-off value* » – NCCV). Derrière cet acronyme en apparence complexe se cache une réalité simple : le nombre de civil·e·s que les pilotes d'avions et les opérateurs de drones sont autorisés à tuer pour une cible militaire donnée.

Les NCCV sont tenues secrètes, mais certaines ont fuité et on dispose de témoignages sur les logiques qui président à leur établissement. Elles sont, d'abord, la déclinaison militaire d'un principe du droit de la guerre : le principe de proportionnalité. Les NCCV dépendent donc d'abord et surtout de la valeur militaire de la cible. On sait par exemple que l'état-major américain les avait fixées à 30 pour les cibles dites de haute valeur (des cadres du régime de Saddam Hussein censés être liés à *al Qaeda*) lors de l'invasion de l'Irak en 2003⁵². Cela veut dire que les pilotes pouvaient larguer leur bombe s'ils-elles estimaient avoir identifié une telle cible et s'ils-elles estimaient que le nombre de civil·e·s tué·e·s ne dépasserait pas 29. Pour les simples djihadistes de l'EI dix ans plus tard, la NCCV utilisée par l'armée américaine a varié entre zéro et cinq en fonction des arbitrages du moment⁵³. Ces arbitrages sont souvent une réponse au débat qui oppose les partisan·e·s du strict respect du droit de la guerre à ceux·celles de « *l'intensification* ». Le débat est à la fois stratégique et éthique, les partisan·e·s de l'intensification arguant que « *les guerres les plus courtes sont les plus propres*⁵⁴ ».

En toute hypothèse, cette notion centrale de la manière libérale de faire la guerre nous enseigne que les médias cadrent la réalité quand ils expliquent que les aéronefs des pays occidentaux ne tuent des civil·e·s que par accident. Dès que la NCCV est supérieure à zéro, la mort des civil·e·s n'est ni accidentelle, ni spécifiquement intentionnelle, comme dans le cas des bombardements de zones de la Seconde Guerre mondiale ou de certains attentats terroristes. C'est une conséquence acceptée et calculée du bombardement.

3.2. La violence djihadiste

L'euphémisation de la violence des bombardements contraste avec la représentation de la violence djihadiste. Au cours du printemps et de l'été 2014, donc avant le début des bombardements, *Le Monde* et *Le Soir* se sont inquiétés du sort des Yézidis, une minorité ethnique persécutée par l'EI. Ces journaux ont parlé, avec des expert·e·s de l'ONU, de risque de « *génocide* ». Le cadrage dominant représentait la violence de l'EI comme un crime de masse particulièrement grave, mais dirigé contre des autres lointains. Il allait de pair avec une représentation de l'EI et de ses militants comme des *hostes humani generis*, des ennemis (abstraits) du genre humain.

⁵² WEIZMAN Eyal, *The Least of all Possible Evils: Humanitarian Violence from Arendt to Gaza*. Londres, Verso, 2012, p. 130.

⁵³ WATKINS Ali, « [This Is How The U.S. Decides How Many People It Can Kill In Syria](#) », *Buzzfeed*, 28 février 2016.

⁵⁴ Duke University School of Law, « [Samuel Moyn | Humane : The Politics and Poetics of Endless War](#) », *YouTube*, 7 septembre 2018.

Le 23 septembre 2014, un groupe armé algérien ayant prêté allégeance à l'EI a riposté aux bombardements français en exécutant l'alpiniste Hervé Gourdel. Le lendemain, l'organisation a diffusé une vidéo de sa décapitation en signe de « justice » contre la violence « criminelle » de la France en Irak, à savoir les bombardements qui tuaient des « enfants et des femmes musulmans ». Cet événement a conduit à une rupture dans la représentation de la violence de l'EI dans le journal *Le Monde*. Le djihadisme, qui était avant perçu comme l'ennemi du genre humain (*hostis humani generis*), est devenu un ennemi privé (*inimicus*) que l'on combat, car il a attaqué des membres de la communauté. Cette évolution est perceptible dans les articles de Jean Guisnel. Avant l'assassinat de Gourdel, Guisnel a publié des textes équilibrés documentant le caractère mutuellement constitutif du terrorisme et de l'interventionnisme militaire⁵⁵. Après l'exécution de l'alpiniste, ce journaliste a littéralement basculé dans l'orientalisme. Les combattants de l'EI sont devenus des « égorgeurs des ténèbres » venus du « Moyen-Âge », des « barbus », des « barbares ». Guisnel prenait aussi ses distances avec ses positions prudentes des années précédentes : « On ne reviendra pas ici sur les pompiers d'aujourd'hui et pyromanes d'hier, qui ont allumé des incendies – Irak en 2003, Libye en 2011 – qu'ils se sont révélés incapables d'éteindre ». L'heure n'était plus à la prudence et à la réflexion : « On ne dialogue pas avec des terroristes⁵⁶ ».

Ce changement dans la représentation de l'ennemi est allé de pair avec une posture plus martiale. Avant l'enlèvement de Gourdel, *Le Monde* parlait de « bombardement français » se joignant à une « campagne aérienne⁵⁷ » des États-Unis. Gourdel enlevé et menacé de mort, on avait désormais affaire à « une guerre qu'il faut appeler par son nom ». Ce glissement sémantique s'accompagnait du constat que « cet engagement peut avoir un coût humain ». Toutefois, selon la rédaction du *Monde*,

« L'EI n'a pas attendu que des avions français soient engagés pour menacer de tuer des Européens : le djihad contre "les infidèles, les croisés et les juifs", mêlé à une haine de tout ce que l'Occident représente, fait partie de sa vulgate⁵⁸. »

Le Monde a ainsi construit un cadrage de la réalité où la guerre entre la France et l'EI a symboliquement débuté lorsque l'EI a commencé à exprimer sa « vulgate » (lors de son émergence en 2013) ou lors de l'exécution de Gourdel le 23 septembre 2014. Ce cadrage donnait à la guerre française un caractère défensif au mépris de la chronologie des faits de violence.

Les mêmes causes ont produit les mêmes effets après les attentats de janvier 2015 en France contre la rédaction du journal *Charlie Hebdo* – perpétré par des sympathisants d'al-Qaeda – et dans le supermarché casher, dont l'auteur avait prêté allégeance à l'EI. Pendant les semaines qui ont suivi, *Le Monde* a consacré des dizaines d'articles sur le sujet en collant au cadrage produit par le gouvernement français, à savoir l'idée selon laquelle ces actes de violence constituaient une « agression » contre la France et « ses » valeurs constitutives,

⁵⁵ GUISEL Jean, *Bush contre Saddam. L'Irak, les faucons et la guerre*, Paris, La Découverte, 2003.

⁵⁶ GUISEL Jean, « [Comment contrer l'État islamique ?](#) », *Le Monde*, 24 septembre 2014.

⁵⁷ « [Premier bombardement français contre l'État islamique en Irak](#) », *Le Monde*, 19 septembre 2014.

⁵⁸ « [Éditorial : Une guerre qu'il faut appeler par son nom](#) », *Le Monde*, 23 septembre 2014.

notamment la liberté d'expression⁵⁹. *Le Monde* a donc logiquement appelé à « l'union sacrée » derrière le gouvernement⁶⁰. Le 13 janvier, le Premier ministre Manuel Valls a prononcé un curieux discours devant l'Assemblée nationale où il a évoqué le fait que la France bombarde l'EI tout en expliquant que la France a été « *attaquée* » les 7, 8 et 9 janvier 2015. Les député-e-s ont ensuite entonné de manière unanime une très martiale Marseillaise, comme si le pays avait effectivement subi une agression. *Le Monde* a alors estimé que le Premier ministre « *a été à la hauteur de la réaction des quelque quatre millions de Français qui ont marché, dimanche, pour Charlie Hebdo et pour la liberté*⁶¹ ».

La plupart des expert-e-s consulté-e-s par *Le Monde* sont allé-e-s dans le même sens. Pour Jean-Pierre Luizard par exemple, « *la guerre à la France est donc déclarée sans ambiguïté*⁶² ». *Le Monde* n'a laissé un espace aux voix dissonantes, rappelant l'antériorité des bombardements français, que dans les tribunes, comme celle du philosophe Edgar Morin le 8 janvier 2015 :

*« Cela dit, mon horreur et mon écœurement ne peuvent m'empêcher de contextualiser l'immonde attentat. Il signifie l'irruption, au cœur de la France, de la guerre du Moyen-Orient, guerre civile et guerre internationale où la France est intervenue à la suite des États-Unis*⁶³ ».

Le Soir a aussi rapporté les éléments de langage des responsables politiques français-e-s présentant les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 comme une attaque contre la France et contre les valeurs libérales⁶⁴. Les analyses sur le caractère relationnel des deux violences ne sont apparues que dans des tribunes ou des interviews, comme celle de l'éditorialiste Serge July :

« Il ne faut pas oublier que la France est en guerre contre Daesh, mais également contre d'autres islamistes, au Mali, en Libye, qu'elle fournit des armes aux Kurdes irakiens... Tout cela pèse et excite. Il n'y a donc pas simplement, me semble-t-il, la vieille fatwa que viendraient d'exécuter ces trois terroristes. Il y a une agressivité contre la France qui tient aux choix politiques et militaires qui ont été faits. »

Ces propos étaient toutefois mis en balance avec ceux de l'éditorialiste Alexandre Adler, selon qui « *la France ne fait pas grand-chose au Moyen-Orient qui contrarie énormément Daesh*⁶⁵ ». Par la suite, *Le Soir* a publié plusieurs articles sur les menaces pesant contre la

⁵⁹ « [Éditorial : Pas d'angélisme contre le djihadisme](#) », *Le Monde*, 9 janvier 2015.

⁶⁰ LEMARIÉ Alexandre et REVAULT David, « [L'union sacrée, jusqu'à quand ?](#) », *Le Monde*, 8 janvier 2015.

⁶¹ BONNEFOUS Bastien, « [Pour Valls, le jour de guerre est arrivé](#) », *Le Monde*, 14 janvier 2015.

⁶² LUIZARD Jean-Pierre, « [L'État islamique veut entraîner la France dans le piège du "choc des civilisations"](#) », *Le Monde* 15 janvier 2015.

⁶³ MORIN Edgar, « [Edgar Morin : "La France frappée au cœur de sa nature laïque et de sa liberté"](#) », *Le Monde*, 8 janvier 2015.

⁶⁴ « [François Hollande : "La France n'en a pas terminé avec les menaces dont elle est la cible"](#) », *Le Soir*, 9 janvier 2015 ; « ["Morts pour que nous puissions vivre libres"](#) », *Le Soir*, 14 janvier 2015.

⁶⁵ BOURTON William et. al., « [Des kalachnikovs dans une rédaction, comment en est-on arrivé là ?](#) », *Le Soir*, 8 janvier 2015.

Belgique. Le débat a moins porté sur les risques encourus en raison de la participation à la coalition internationale contre l’EI que sur le problème du retour au pays des djihadistes « radicalisés⁶⁶ ».

À la suite des attentats de Paris du 13 novembre 2015, le lien entre les bombardements de la coalition contre l’EI en Irak et en Syrie et les attentats en Europe a bien été évoqué dans les pages du *Monde* et du *Soir*, mais en étant relativisé. Dans un article du *Monde*, la participation française à cette coalition était admise comme l’une des raisons pour lesquelles les djihadistes « aiment haïr » la France. Elle n’était cependant présentée que comme une de ces raisons parmi tant d’autres, notamment sa défense de « l’intégrité du Liban » et sa « laïcité⁶⁷ ». On retrouve la même dynamique dans les colonnes du *Soir*, qui cite à nouveau Alexandre Adler, relativisant le lien entre les opérations militaires françaises en Syrie et les attentats⁶⁸.

Lors des attentats du 22 mars 2016 à Bruxelles, *Le Soir* a rapporté de manière fidèle la justification des attentats :

« “Nous promettons aux États croisés qui se sont alliés contre l’État islamique des jours bien sombres, en réponse à leur agression contre notre État. Et ce qui vous attend sera plus dur et plus amer.” Cette glaçante mise en garde conclut la “revendication” des attentats attribuée à Daesh – laquelle mérite “vérification”, a toutefois indiqué mardi soir le procureur fédéral, Frédéric Van Leeuw. Quoi qu’il en soit, la Belgique est bel et bien engagée aux côtés de cette “coalition de volontaires” internationale, assemblée depuis l’été 2014 par les États-Unis. Cette coalition d’une soixantaine de pays et d’organisations combat, à des degrés d’engagement divers, l’“État islamique” en Irak et en Syrie. L’armée belge contribue actuellement à la force de protection au sol des avions de chasse néerlandais F16 engagés dans cette coalition et basés en Jordanie⁶⁹. »

Le Monde, pour sa part, a reproduit le même cadrage que pour les attentats précédents, celui présentant les attentats comme l’œuvre de fanatiques détestant « nos » valeurs libérales :

« Cette fois, c’est Bruxelles, le cœur de l’Europe, qui a été frappée par les terroristes islamistes. Ils ont visé cette ville libre, où l’humour, l’irrespect, une manière belge de ne pas se prendre au sérieux, est à l’opposé de ce que ces

⁶⁶ DELVAUX Béatrice, « [Des attentats évités. Provisoirement ?](#) », *Le Soir*, 16 janvier 2015. Voir aussi : VANOVERBEKE Dirk, « [Vilvorde : la ville d’où sont partis les premiers djihadistes](#) », *Le Soir*, 2 février 2015 ; PONCIAU Ludivine, « [Belges, djihadistes et présumés morts : le casse-tête des communes](#) », *Le Soir*, 29 septembre 2015.

⁶⁷ BARTHE Benjamin et GUIBERT Nathalie, « [La France, ce pays que les djihadistes aiment haïr](#) », *Le Monde*, 14 novembre 2015.

⁶⁸ LORENT Pascal, « [Pourquoi les terroristes ont-ils choisi Paris ?](#) », *Le Soir*, 15 novembre 2015.

⁶⁹ LOOS Baudouin, « [Attentats de Bruxelles : l’évidence Daesh...](#) », *Le Soir*, 22 mars 2016.

barbares ont dans la tête : des certitudes de pacotille, la haine de l'autre, la violence des "purs"⁷⁰. »

3.3. La politique différenciée du deuil public

En 1998, l'armée états-unienne a bombardé la principale usine de médicaments du Soudan au motif erroné que celle-ci aurait constitué une base d'*al Qaeda*. D'après l'ambassadeur allemand en poste à Khartoum lors de cet événement, ce bombardement a causé la mort de milliers de civil-e-s en les privant de médicaments⁷¹. Trois ans plus tard, des avions s'écrasaient sur les tours Jumelles et le Pentagone à New York et Washington, causant, aussi, plusieurs milliers de victimes civiles.

On ne sera pas étonné d'apprendre que les journaux nord-américains et européens ont davantage traité des attentats de 2001 que du bombardement de 1998. Cependant, il serait faux d'affirmer que le champ journalistique dans son ensemble a failli à son devoir d'information. À l'instar du *New York Times* et du *Guardian*, le pôle intellectuel du champ journalistique occidental a relaté le bombardement de l'usine pharmaceutique au Soudan en 1998, l'erreur de ciblage⁷² et même la catastrophe humanitaire qu'elle a causée⁷³. La principale différence entre le traitement journalistique des deux événements se situe à un autre niveau : celui de la représentation de la vie (et de la mort) des victimes de cette relation violente. Après les attentats de 2001, le *New York Times* a publié une nécrologie de chaque victime de ces attentats. Ces récits se basaient sur des témoignages de proches, ce qui contribuait à les rendre encore plus émouvants⁷⁴. Les victimes soudanaises des bombardements de 1998 n'ont pas eu droit à cet égard.

Cette différence de traitement renvoie à un phénomène plus général. Le grec ancien possède deux mots pour désigner ce qu'on entend en français par « vie » : *zoê* (ζωή) et *bios* (βίος). Le *zoê* est la vie au sens biologique alors que la notion de *bios* désigne les autres dimensions de la vie humaine : sociale, politique et biographique. Les nécrologies – et plus généralement le fait de raconter les vies vécues – donnent à la vie des personnes concernées une épaisseur qui dépasse le *zoê* pour englober le *bios*, ce qui est très important dans la perspective d'un travail de deuil. Dès lors, le fait de publier les nécrologies de certaines victimes d'une relation violente et pas d'autre revient à tracer une ligne entre deux populations : celles au sujet desquelles on invite à un travail de deuil public et les autres.

La philosophe Judith Butler a forgé la notion de « *(un)grievable life* », qu'on pourrait traduire par « *vie (non-)digne de chagrin* » ou « *vie dont on peut (ou non) faire le deuil* »

⁷⁰ FENOGLIO Jérôme, « [Éditorial : "Une épreuve de vérité"](#) », *Le Monde*, 22 mars 2016.

⁷¹ DAUM Werner, « [Universalism and the West](#) », *loc. cit.*

⁷² RISEN James, « [To Bomb Sudan Plant, or Not: A Year Later, Debates Rankle](#) », *The New York Times*, 27 octobre 1999

⁷³ MCDONALD Ed, VULLIAMY Henry *et al.*, « Clinton Knew Target Was Civilian », *The Guardian*, 23 août 1998.

⁷⁴ JOUAN Marlène, « [Politique du deuil : entre reconnaissance et invisibilisation. Réfléchir avec Judith Butler sur le deuil public après les attentats du 13 novembre 2015](#) », *Raison publique*, n° 21, 2017, p. 113-152.

pour rendre compte de cette différence. Elle ajoute que la « *distribution différenciée du deuil public* » pratiquée par la presse états-unienne lors de la séquence 1998-2001 constitue un fait politique de la plus haute importance⁷⁵.

On comprendra mieux l'importance de la distribution différenciée du deuil public en considérant un exemple qui précède l'histoire qui nous intéresse : le célèbre échange, en 1996, entre la journaliste Lesley Stahl et Madeleine Allbright, laquelle était alors ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies. L'échange portait sur les conséquences humaines de l'embargo contre l'Irak mis en œuvre par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France. Stahl a fait remarquer à Allbright qu'un rapport des Nations unies estimait à 500 000 le nombre d'enfants irakiens tué-e-s, indirectement, par l'embargo. La journaliste a ajouté que ce nombre à six chiffres n'est pas négligeable : « *c'est plus que le nombre d'enfants tués à Hiroshima* ». Madeleine Allbright a pris le temps de réfléchir, n'a pas contesté ce chiffre, ni la comparaison avec les mort-e-s du bombardement atomique du 6 août 1945, puis elle a répondu : « *Je pense que c'est un choix très difficile, mais c'est, je pense, le prix à payer* ». Une expérience de pensée très simple invite à réaliser que Madeleine Allbright n'aurait pas pu présenter les 500 000 enfants irakiens tué-e-s par l'embargo comme un moindre mal si les médias leur avaient donné un nom, un visage, une famille et une histoire, comme ils le font pour les victimes occidentales du terrorisme. De la même manière, la presse états-unienne n'aurait pas pu présenter les attentats de 2001 comme une violence primaire si elle avait donné un nom et une histoire aux victimes soudanaises et afghanes des bombardements de 1998.

Le journal *Le Monde* a reproduit la politique éditoriale du *New York Times* après les attentats de novembre 2015 à Paris et à Saint-Denis. Voici quelques extraits de nécrologies de victimes des attentats du 13 novembre : « *C'était une solaire, une tonique, une magnifique* » ; « *[elle] avait les mêmes espoirs que la plupart des jeunes de sa génération* » ; « *Ces dernières semaines, la musique était revenue au cœur de sa vie, se faisant une place entre l'Olympique de Marseille et les apéritifs entre amis* », etc.⁷⁶. *Le Soir* et le quotidien néerlandophone *De Standaard* ont aussi publié les portraits des victimes des attentats de mars 2016, « *douce et charmante* », « *un chic type* » ou qui « *affichait une vraie joie de vivre*⁷⁷ ». La publication de ces nécrologies n'est évidemment pas en soi problématique. Elle peut même aider le travail de deuil. C'est la comparaison avec le traitement des victimes civiles des bombardements en Irak et en Syrie qui interpelle. L'ONG *Airwars* avait déjà identifié les noms de centaines de celles-ci, dont de nombreux enfants. Aucun-e n'a eu droit à sa nécrologie dans ces journaux.

Quand on les interroge sur ce sujet, les journalistes mettent en avant ce qu'ils-elles appellent la « *théorie du mort kilométrique* ». Elle énonce que l'intérêt pour la souffrance humaine décroîtrait avec la distance géographique. Le sous-texte de cette théorie est que les journalistes aimeraient bien traiter de la même manière la souffrance des membres de

⁷⁵ BUTLER Judith, *Frames of War*, op. cit., p. 38.

⁷⁶ « [Mémorial du 13– Novembre](#) », *Le Monde*, 25 novembre 2015.

⁷⁷ LORENT Pascal, « [Patricia Rizzo, "rayonnante, solaire, éblouissante"](#) », *Le Soir*, 12 mai 2016 ; CROUSSE Nicolas, « [Sabrina Esmael Fazal, La vie en couleurs](#) », *Le Soir*, 14 mai 2016 ; HUON Julie, « [Loubna Lafquiri, le petit clown](#) », *Le Soir*, 18 mai 2016.

la communauté nationale et celle des autres lointains, mais qu'ils-elles ne peuvent pas le faire, car cela n'intéresserait pas leurs lecteur·rice·s, auditeur·rice·s et téléspectateur·rice·s. Cette théorie ne résiste pourtant pas à l'analyse. En 2015, 112 femmes sont mortes, en France, sous les coups de leurs conjoints. *Le Monde* a cadré ces mortes de la même manière que celles des bombardements contre-terroristes, c'est-à-dire, au mieux, sous la forme de nombres.

4. LA BAISSÉ TENDANCIÉLLÉ DU TAUX D'INFORMATION

La dilution de l'information et les cadrages décrits dans les sections précédentes sont la conséquence d'un phénomène plus général que Jean Baudrillard appelle la « *baisse tendancielle du taux d'information*⁷⁸ ». Le philosophe français voulait dire que, toute chose égale par ailleurs, on trouve plus d'informations dans la presse des années 1960 que dans celle des années 1980 et, a fortiori, dans la presse contemporaine. En ce qui concerne le sujet qui nous intéresse, deux théories complémentaires éclairent ce phénomène. La première souligne le consentement du public à se laisser désinformer, la seconde le rôle de l'institution militaire dans le cadrage de l'information.

4.1. Le consentement à la désinformation dans les guerres asymétriques

À l'époque où le champ journalistique était dominé par la presse écrite et imprimée, ce format laissait aux professionnel·le·s de l'information le temps d'analyser un sujet avant de passer à un autre. La montée en puissance de la télévision pendant la deuxième moitié du 20^e siècle a produit une accélération du temps journalistique préjudiciable à la production d'informations. Jean Baudrillard a résumé cette idée à travers une formule : « *si à une certaine vitesse, celle de la lumière, on perd son ombre, à une certaine vitesse, celle de l'information, on perd l'information*⁷⁹ ». Cette logique s'est accélérée ces dernières années avec les chaînes d'information en continu, lesquelles n'existaient pas quand Baudrillard a produit cette analyse. Or, la concurrence de ces chaînes et celle des médias sociaux affectent tout le champ journalistique, y compris celui de la presse écrite. Les journalistes ne disposant plus, sauf exception, que de quelques heures pour produire un article ou un reportage, ils-elles ont tendance à puiser leurs informations dans les dépêches des agences de presse et leurs analyses dans le discours dominant.

La sociologie des médias a montré que le taux d'information et d'analyse reste satisfaisant dans les domaines où des consommateur·rice·s sont prêt·e·s à payer pour en obtenir. La presse financière est un bon exemple. Les investisseur·se·s et spéculateur·rice·s qui achètent le *Financial Times* dans le but de connaître le cours de leurs actions cesseraient rapidement de le faire s'ils-elles se rendaient compte que ce journal leur fait perdre de l'argent. Il est donc rarissime que le *Financial Times* se trompe sur le cours des actions ou qu'il produise des analyses totalement erronées sur la santé financière des entreprises cotées en bourse. Cette relation vertueuse entre consommation et information joue

⁷⁸ BAUDRILLARD Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu, op. cit.*, p. 37.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 48.

cependant peu, dans le cas qui nous intéresse, car les guerres contre-terroristes n'intéressent guère les consommateur·rice·s de journaux.

Ce manque d'intérêt est une conséquence du caractère asymétrique de ces guerres. Lors de la guerre du Golfe, déjà, les morts s'étaient échangés dans un rapport de un à cent (un·e Occidental·e tué·e pour cent Irakien·ne·s)⁸⁰. Cette asymétrie dans le rapport à la mort avait produit une asymétrie dans le rapport à l'information. Les Irakien·ne·s étaient intéressé·e·s de savoir si la télévision de Saddam leur racontait des histoires. C'était pour eux·elles une affaire de vie ou de mort. Pour les personnes résidant aux États-Unis, en France ou en Belgique, en revanche, la guerre du Golfe ne constituait pas un danger matériel. Les politiques et les militaires ont pris des postures martiales, les consommateur·rice·s de médias voulaient bien qu'on les effraie un peu en leur laissant entendre que Saddam Hussein pourrait sortir de son chapeau une arme inconnue, mais l'affaire était somme toute légère, comme le résumait Baudrillard :

« *Sur les pentes de Courchevel, on diffuse par haut-parleurs les nouvelles de la guerre du Golfe, au moment des bombardements intensifs. Est-ce que les autres là-bas, les Irakiens, dans leurs bunkers des sables, auront eu droit au bulletin d'enneigement de Courchevel*⁸¹ ? »

Les mêmes causes produisent les mêmes effets dans le cas de la relation violente avec l'EI. On peut douter du fait que les lecteur·rice·s du *Monde* prennent au sérieux ce journal quand celui-ci explique que la coalition internationale contre l'EI a largué des centaines de bombes de 250 kg sur Syrte, Mossoul ou Raqqa pendant des mois sans faire « *aucun dégât humain*⁸² ». *Le Monde* ne peut produire de tels articles, et trouver des consommateur·rice·s pour les acheter, que parce qu'il existe un consentement passif à se laisser désinformer. C'est dû au fait que les Français·e·s (et les Belges) ne meurent pratiquement jamais dans le contexte des guerres contre-terroristes. Cette remarque vaut d'abord pour les civil·e·s. En France ou en Belgique, une femme a, statistiquement, beaucoup plus de risques d'être tuée par son conjoint que par un « *terroriste* ». Mais contrairement à une idée reçue, les militaires ne sont guère davantage touché·e·s. Malgré son engagement en Afghanistan pendant les années 2000 et en Irak et en Syrie dans les années 2010, l'armée belge n'y a déploré aucune perte. Au plus fort de l'engagement français en Afghanistan, la guerre contre-terroriste la plus meurtrière pour l'armée française, le combat était la quatrième cause de mort dans l'armée (1 %), loin derrière les maladies (42 %), les accidents de la circulation (25 %), les suicides (21 %) et les autres accidents (11 %). Qui plus est, « *la mortalité dans les armées était 30 % plus faible qu'en population générale, résultat consécutif à plusieurs mécanismes de sélection (dont "effet travailleur sain")*⁸³ ». D'une manière plus générale, la France a fait la guerre en Afghanistan entre 2001 et 2012, en Libye

⁸⁰ D'après les estimations de l'ONU, entre 53 000 et 135 000 Irakien·ne·s sont mort·e·s à la guerre contre 146 côté états-unien. SALVAGE Jane « [Collateral damage : the health and environmental costs of war on Iraq](#) », *Medact*, 2002, p. 2.

⁸¹ BAUDRILLARD Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu, op. cit.*, p. 87.

⁸² BARTHE Benjamin, « [Carnage à Rakka](#) », *loc. cit.*

⁸³ HAUS CHEYMOL Rachel *et al.*, « [Mortalité dans la population militaire française en activité, 2002-2007](#) », *Bulletin Épidémiologique Hebdomadaire*, n° 44-45, 2009, p. 492.

en 2011 et avec des forces spéciales depuis, au Mali entre 2013 et 2022, puis dans l'ensemble du Sahel entre 2015 et 2022, en Irak depuis 2014 et en Syrie depuis 2015. Alors qu'on parle d'une dizaine de pays sur une durée moyenne de dix ans, moins de 300 militaires français-e-s sont mort-e-s en opération. Au cours de la même période (les années 2000-2010), plus de 2 000 femmes ont été victimes, en France, de féminicides.

La mort des soldat-e-s européen-ne-s ou nord-américain-e-s est si rare, dans le contexte des guerres contre-terroristes, qu'elle donne lieu à des réactions caractéristiques de sociétés qui se pensent en paix. Le 18 août 2008, en Afghanistan, une patrouille de l'OTAN composée majoritairement de soldats français s'est rendue dans la vallée d'Uzbin, contrôlée par le groupe Hezb-e-Islami Gulbuddin, alors proche des Taliban. Les combats causés par ce déploiement ont coûté la vie à dix soldats français, à leur interprète afghan et à 40 membres du groupe Hezb-e-Islami Gulbuddin. La bataille d'Uzbin constitue un fait de guerre normal : des soldats sont morts au combat. Pourtant, une partie des familles des soldats français tombés à Uzbin ont porté plainte auprès du tribunal aux Armées pour « *mise en danger de la vie d'autrui* », un concept rigoureusement dénué de sens en contexte de guerre.

Le corollaire de ce qui précède est que seule une petite fraction des consommateur-riche-s de journaux attend d'eux qu'ils produisent, sur ce sujet, des informations de qualité. Cela permet aux journalistes – qui n'ont guère de ressources et de temps pour produire des enquêtes –, d'ériger les dépêches des agences de presse et les communiqués produits par les institutions en principale source d'information. Dès lors, un Premier ministre français peut réagir à des attentats – ceux de janvier de 2015 en l'occurrence – en les présentant comme le début d'une guerre que son pays a initiée trois mois auparavant, sans qu'aucun journal ne relève la contradiction. Le fait que ce *storytelling* n'ait pas de lien avec la réalité matérielle n'a pas d'importance. La guerre asymétrique brouille la frontière entre le journalisme d'information et de divertissement.

4.2. La maîtrise militaire de « *l'environnement informationnel* »

La baisse du taux d'information est d'autant plus grande, dans le domaine de la guerre, que des acteur-riche-s du champ militaire s'efforcent d'influencer le contenu des produits journalistiques. Cette tendance est bien documentée en ce qui concerne les États-Unis et la France, mais il n'existe, à ma connaissance, aucune étude scientifique sur le problème de l'autonomie du champ journalistique belge par rapport au champ militaire. Je laisse donc ouverte la question de savoir si les remarques qui suivent sont extrapolables à la Belgique.

Noam Chomsky et Edward N. Herman ont souligné l'importance des logiques capitalistes, à commencer par le fait que de nombreux médias sont devenus la propriété de groupes intéressés par la maîtrise de certains contenus⁸⁴. Ce biais est perceptible, en ce qui concerne les guerres contre-terroristes françaises, quand un journal comme *Le Figaro* parle de l'avion *Rafale*. En février 2015, *Le Figaro* a publié pas moins de 15 articles hagiographiques sur cet

⁸⁴ CHOMSKY Noam et HERMAN Edward N., *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2002.

avion. L'enthousiasme des journalistes du *Figaro* provenait officiellement des prouesses militaires de l'avion⁸⁵, des retombées économiques et sociales de la vente⁸⁶ et des performances techniques des ingénieurs⁸⁷. En réalité, cette publicité déguisée possédait une infrastructure matérielle. *Le Figaro* est la propriété du groupe *Dassault*, la principale industrie productrice de ce chasseur-bombardier. Or, *Dassault* a réalisé en février 2015 une de ses meilleures opérations financières en vendant 24 *Rafale* à l'Égypte dans le cadre d'un accord inter-étatique de lutte contre le terrorisme.

Tous les journaux de l'espace euroatlantique ne sont pas la propriété des industries d'armement, mais le champ militaire possède d'autres vecteurs d'influence. Un ancien officier états-unien actif dans ce domaine a résumé la problématique de la manière suivante : « *Notre boulot est de gagner la guerre. La guerre de l'information en fait partie. Donc nous avons tenté de dominer notre environnement informationnel*⁸⁸. » Si cet enjeu a toujours existé, il est devenu essentiel dans le contexte des guerres asymétriques où des forces armées ultra-mécanisées et professionnalisées affrontent des groupes dotés d'armes légères, mais composés de militants. Ces derniers font généralement leurs le proverbe afghan issu des guerres contre l'Angleterre impériale : « *vous avez la montre, nous avons le temps* ». En d'autres termes, les insurgé-e-s finissent généralement par gagner ces guerres, non pas parce qu'ils-elles deviennent supérieur-e-s sur le plan matériel – cela n'arrive jamais – mais parce que ceux-celles qui « *ont la montre* » finissent par s'épuiser. La maîtrise de l'environnement informationnel a pour fonction de neutraliser le plus longtemps possible les facteurs d'épuisement, à commencer par le journalisme d'information qui fait siens les principes de la charte déontologique de Munich, laquelle invite à « *ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui du publicitaire ou du propagandiste* ».

Cette politique a pour premier instrument les services de renseignements. Il n'existe pas, à ma connaissance, d'étude sur la manipulation des journalistes par les services de renseignement dans le contexte des guerres contre-terroristes. Jean-Paul Gouteux a cependant produit une enquête intéressante et curieusement ignorée sur le cadrage par le journal *Le Monde* du génocide des Tutsis au Rwanda. Sous la plume de Jacques Isnard (spécialiste des questions militaires), Jean Hélène (spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs) et de son directeur, Jean-Marie Colombani, *Le Monde* a nié l'existence d'un génocide et présenté les massacres comme un énième épisode de guerre civile opposant Hutus et Tutsis, et ce alors même que les faits étaient connus et débattus dans les rédactions. Gouteux montre que ces journalistes entretenaient une proximité particulière avec la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, le service d'espionnage français) or cette dernière avait été chargée de désinformer le public français sur la situation humanitaire au Rwanda. L'enjeu de ce « *combat des médias* » – comme on disait à la DGSE – était de taille :

⁸⁵ AFP, « [De l'Afghanistan à l'Irak : le Rafale, un avion de combat qui a fait ses preuves](#) », *Le Figaro*, 12 février 2015.

⁸⁶ « [Rafale, "cette première vente va faire boule de neige" dit le PDG](#) », *Le Figaro*, 13 février 2015.

⁸⁷ GUILLEMARD Véronique, « [Rafale : un avion de combat ultrapolyvalent par excellence](#) », *Le Figaro*, 13 février 2015.

⁸⁸ KAHN Jeffrey, « [Postmortem : Iraq war media coverage dazzled but it also obscured](#) », *UC Berkeley News*, 18 mars 2004.

masquer la compromission de la France dans le génocide et permettre « *d'autres opérations ultérieures*⁸⁹ ».

Si les services secrets français ont su manipuler *Le Monde* au moment du génocide des Tutsis au Rwanda, ils ont eu moins de succès avec d'autres quotidiens nationaux, notamment « *L'Humanité, La Croix, Le Figaro, etc.*⁹⁰ ». Ce bilan mitigé a conduit à une restructuration de l'action des services en direction du champ journalistique. Deux ans après le génocide, la Direction du renseignement militaire (DRM) français a créé son « *Bureau d'action psychologique* » (BAP), un organisme placé sous l'autorité du chef d'état-major des armées, avec pour mission d'influencer discrètement les journalistes. Il lui est arrivé de le faire en pratiquant la désinformation. Ce fut vraisemblablement le cas, en 2013, quand toute la presse française a repris l'affirmation, fautive, selon laquelle une colonne de djihadistes fonçait vers Bamako avec l'objectif de prendre la ville. Plus récemment, les autorités françaises de l'époque ont été mises en difficulté quand une avocate⁹¹, des artistes⁹² et des chercheurs en sciences sociales⁹³ ont développé la thèse selon laquelle les attentats terroristes en France de l'année 2015 n'auraient pas eu lieu si la France n'avait pas attaqué l'EI en Irak en septembre 2014. Les services de renseignements français ont rétorqué en distillant aux journalistes « *l'information* » selon laquelle ils avaient déjoué de nombreux projets d'attentats de l'EI avant septembre 2014. Ils n'ont pas expliqué pourquoi les forces de sécurité françaises parviennent à déjouer toutes les tentatives d'attentats avant les interventions militaires et pas après.

Le deuxième levier de « *maîtrise de l'environnement informationnel* » consiste à socialiser les journalistes à « *l'esprit de la défense nationale* ». En France, cette tâche est dévolue à un organisme appelé Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN). Contrairement à ce que son titre indique, l'IHEDN ne produit que peu d'études. Sa principale mission consiste à organiser des « *sessions* » régionales ou nationales au cours desquelles les journalistes et d'autres leaders d'opinion potentiel-le-s sont invité-e-s à passer quelques jours dans un hôtel agréable pour y suivre une « *formation* ». Cette dernière prend la forme de conférences données par des expert-e-s sous la supervision d'un officier supérieur, souvent un général. « *L'esprit de défense nationale* » n'est alors pas seulement transmis de manière verticale. Il se diffuse aussi par capillarité dans les moments de socialisation informelle, comme les pauses café ou les repas. L'entre-soi et la croyance dans le fait d'appartenir à une communauté contribuent à la diffusion dudit « *esprit de défense* » : les informations étant dévoilées uniquement à un cercle restreint « *d'initiés, sous le signe de la*

⁸⁹ Propos tenus par le général Jean-Pierre Huchon, rapportés dans : GOUTEUX Jean-Paul, *Le Monde, un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais*, Paris, L'esprit frappeur, 1999, p. 130.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 136.

⁹¹ L'avocate de Salah Abdeslam lors du procès des attentats de novembre 2015. Voir : CARRÈRE Emmanuel, *V13. Chronique judiciaire*, Paris, P.O.L., 2022.

⁹² DESPENTES Virginie et al., « [Guerres et terrorisme : sorti du déni](#) », *Le Nouvel Obs*, 14 novembre 2020.

⁹³ DELORI Mathias, WASINSKI Christophe et BIGO Didier, « [Terrorisme](#) », *loc. cit.* Ce texte a été cosigné par une quarantaine de spécialistes de la guerre et des violences politiques, des relations internationales et de la politique régionale des aires concernées.

*confidentialité*⁹⁴ ». Dans son livre sur le sujet, le sociologue Mathieu Rigouste montre que l'IHEDN a anticipé la guerre française contre le terrorisme en établissant un lien, dès les années 1990, entre islam, intégrisme, immigration et terrorisme⁹⁵.

Raymond Boudon appelait « *effets de disposition* » les biais introduits par ce type de socialisation. Cet auteur estimait qu'ils vont souvent de pair avec des biais de « *position*⁹⁶ ». Le dispositif du journalisme embarqué (*embedded journalism*), qui consiste à incorporer les journalistes au sein des forces armées, illustre cette idée. De même qu'on ne se représente pas une pyramide de la même manière selon qu'on l'observe de face (on voit alors un triangle) ou du dessus (elle ressemble à un carré), on ne cadre pas la réalité de la même manière selon qu'on se situe aux côtés de ceux-celles qui larguent des bombes ou de ceux-celles qui les reçoivent⁹⁷. Shahira Fahmy et Thomas J. Johnson ont conduit une enquête qui compare la couverture de la guerre en Irak par les journalistes embarqué·e·s et ceux-celles qui ne sont pas intégré·e·s aux forces armées. Outre la question du regard – positif dans un cas, critique dans l'autre –, la différence principale concernait le langage, les journalistes embarqué·e·s reprenant plus souvent la phraséologie des forces armées : terroriste, « *combattant* », « *non-combattant* », « *dégât collatéral* », etc.⁹⁸. Ce biais de perspective et ce langage va souvent de pair avec un cadrage qui esthétise la guerre et, par conséquent, euphémise la violence :

« Nous avons ainsi une vue aérienne, ou distanciée d'une autre manière, des bombardements. Vous ne verrez jamais tomber la bombe d'en bas, seulement d'en haut. Vous ne verrez jamais aucun portrait d'êtres humains en train de courir ou de se jeter à terre pendant que les bombes tombent. Et vous ne verrez jamais de gros plans. Les principaux médias ne montreront pas cela. C'est l'esthétique panoramique qui permet cette infâme sublimité du "choc et de la terreur", qui n'est possible qu'à distance. Il est important de rappeler que les médias hégémoniques ont les moyens de réduire cette distance s'ils le veulent. Mais ils ne le souhaitent pas. En un certain sens, la perspective de la caméra s'identifie à la perspective des bombardiers⁹⁹. »

Le fait d'être embarqué dans une unité combattante produit un autre effet : les journalistes se retrouvent parfois sous le feu de l'ennemi. Il leur arrive alors la même chose qu'à tous·tes les soldat·e·s qui ont fait cette expérience : ils-elles s'identifient aux personnes qui, à leur côté, se/les défendent contre cet ennemi. S'ils-elles n'avaient pas encore adhéré à la communication des forces armées, ils-elles finissent souvent par le faire, car, depuis la

⁹⁴ PLUTNIAK Sébastien et SURUBARU Alina, « Communication à la deuxième conférence francophone interdisciplinaire sur l'analyse des réseaux, Montpellier », 2023, p. 13.

⁹⁵ RIGOUSTE Mathieu, « L'armée et la construction de l'immigration comme menace », dans BLANCHARD Pascal et BANCEL Nicolas (dir.), *Culture post-coloniale. 1961–2006. Traces et mémoires coloniales en France*, Paris, Autrement, 2005, p. 120.

⁹⁶ BOUDON Raymond, *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard, 1986.

⁹⁷ FAHMY Shahira et JOHNSON Thomas J., « [Embedded versus Unilateral Perspectives on Iraq War](#) », *News Research Journal*, vol. 28, n° 3, 2007, p. 98-114.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ BUTLER Judith, *Humain, inhumain. Le travail critique des normes. Entretien*, Paris, Éd. Amsterdam, p. 71.

position qui est la leur, cette propagande semble correspondre à la réalité. Un officier supérieur avec lequel je me suis entretenu m'a expliqué que si les journalistes ne sont pas vraiment sous le feu de l'ennemi, « on s'arrange pour qu'ils le croient ». Des journalistes ont témoigné, a posteriori, de ce biais de position : « Je n'étais pas un observateur neutre [...]. On est tous concernés par l'État islamique. J'étais embedded, j'ai partagé la vie des soldats. J'avais envie qu'ils gagnent¹⁰⁰ ».

Les excès du journalisme de défense ont conduit à des réactions au sein du champ journalistique. Pour Jean-Claude Guillebaud par exemple :

« Quitter l'abri protecteur d'une unité de l'armée française pour aller chercher des informations côté afghan n'a rien d'un caprice. C'est une nécessité ontologique [...]. Si la première victime de la guerre est la vérité, la tâche du reporter est de porter secours à cette victime-là. Au risque de sa vie¹⁰¹. »

Une autre approche consiste à enquêter auprès de toutes les parties. Le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer a appliqué cette recette à la relation violente entre la coalition internationale et l'EI. Il ne s'est pas contenté de recueillir la parole des armées occidentales et des ONG. Quand l'EI a commencé à faire parler de lui en Europe, Todenhöfer a entrepris de réaliser une enquête au sein de cette organisation. Il a contacté les autorités de l'EI pour savoir s'il pouvait se rendre sur le territoire contrôlé par cette organisation et revenir avec sa tête sur les épaules. Après avoir obtenu des garanties de sécurité, son cameraman et lui ont passé plusieurs semaines en décembre 2014 à Raqqa et Mossoul avec des combattants de l'EI, et ce, alors que les avions états-uniens, britanniques et français bombardaient ces territoires. Cela lui a permis d'observer le caractère relationnel des violences terroristes et contre-terroristes tout en jetant un regard critique sur le travail de la plupart de ses confrères et consœurs européens et nord-américains :

« L'actuelle coalition américaine de bombardement contre l'"État islamique" n'atteindra pas [...] son prétendu objectif de porter un coup fatal au terrorisme. Elle tuera surtout, comme toujours, plus de civils que de terroristes. Aujourd'hui déjà, les "bombes de la paix" sur Mossoul, Falloujah, Hawija, Al Alam, Saadiah ou Rakka ont causé la mort d'innombrables civils sunnites. Même des hôpitaux pour enfants ont été bombardés. Les images sont terribles. Les médias arabes en parlent abondamment, pas les médias occidentaux¹⁰². »

¹⁰⁰ GUILLOT Claire, « [Photographier Mossoul, coûte que coûte](#) », *Le Monde*, 5 septembre 2017.

¹⁰¹ MARTHOZ Jean-Paul, *Les territoires comanches*, Wavre, Mardaga, 2018, p. 170.

¹⁰² TODENHÖFER Jürgen, *Inside IS, op. cit.*, p. 27.

CONCLUSION

Je me suis efforcé dans ce texte de décrire la manière avec laquelle *Le Monde* et *Le Soir* ont couvert la relation violente entre la coalition internationale et l'organisation État islamique. Mon objectif était de comprendre si (et comment) ces journaux ont contribué, bien qu'ils appartiennent au pôle intellectuel du champ journalistique, à construire l'idée fautive selon laquelle les attentats seraient des irruptions de violence dans des sociétés en paix. J'ai montré que ces deux quotidiens ne manient pas la notion de terrorisme de manière réflexive, qu'ils euphémisent la violence des bombardements contre-terroristes, et qu'ils informent peu sur le caractère relationnel de ces deux violences.

L'étude a aussi révélé que ces problèmes sont plus prononcés dans la couverture du *Monde* que dans celle du *Soir*. C'est paradoxal, car si la France illustre parfaitement le rôle des guerres dans la fabrication des attentats djihadistes – tous les attentats contre la France ayant eu lieu après le début des guerres contre les organisations terroristes concernées –, la Belgique constitue un cas particulier (et rare) où les thèses alternatives ont deux éléments auxquels se raccrocher : premièrement le fait qu'un sympathisant de l'EI (Mehdi Nemmouche) a réalisé un attentat à Bruxelles avant le début des bombardements belges (même si l'EI n'a jamais revendiqué l'attentat) et, deuxièmement, le fait que l'engagement militaire belge était moindre au moment des attentats de Bruxelles en mars 2016. En l'absence d'étude scientifique sur le sujet, on ne peut que se demander si cette différence découle d'une autonomie plus grande du champ journalistique belge (ou du *Soir*) par rapport au champ militaire.

Ce dernier facteur – le poids du champ militaire dans la production des contenus journalistiques sur la guerre – pourrait laisser entendre qu'on a tout de même progressé, même en France, depuis l'âge d'or de la propagande guerrière, celui où elle était régie par la censure. Il est vrai que la relation de pouvoir entre gouvernement et journalistes (de défense) a évolué. Le 7 mai 2020, l'Association (française) des Journalistes de Défense (AJD) a par exemple publié une lettre ouverte pour se plaindre de « *dysfonctionnement* » dans sa coopération avec le ministère français des Armées. L'association regrettait notamment

« l'absence de réponse étagée en temps et en heure aux questions posées, [la] sélection arbitraire des journalistes ayant accès à certaines sources [et les] pressions exercées sur des journalistes, en particulier à la suite d'articles ayant "déplu"¹⁰³. »

À travers ce communiqué, l'AJD entendait rappeler au ministère des Armées que l'expression « *journalisme de défense* » comprend le mot « *défense* », mais aussi le mot « *journalisme* ».

¹⁰³ « [L'AJD réclame une meilleure communication de défense](#) », Association des journalistes de défense, 9 juin 2020.

Cependant, l'époque de la censure de guerre présentait une vertu démocratique : personne n'était dupe sur les contenus. Le journalisme de défense, pour sa part, cadre la réalité tout en prétendant informer, ce qui rend ses contenus plus crédibles. Baudrillard avait observé cette différence pendant la guerre du Golfe :

« En voyant comment Saddam promène ses caméras sur les otages, les enfants caressés, les (faux) objectifs stratégiques, sur son propre visage souriant, sur les ruines d'une usine à lait, on se dit que nous avons encore de la télévision et de l'information, en Occident, une vision naïve et hypocrite, dans la mesure où, contre toute évidence, nous en espérons le bon usage. Saddam, lui, sait ce que sont les médias et l'information : il en fait un usage radical, inconditionnel, parfaitement cynique, donc parfaitement instrumental. [...] Nous croyons qu'ils détournent immoralement les images, mais non : eux seuls sont dans le sens de l'immoralité profonde de l'image, tout comme les Bokassa et les Amin Dada révèlent par l'usage parodique et ubuesque qu'ils en ont, la vérité obscène des structures politiques et démocratiques occidentales, qu'ils nous ont empruntées¹⁰⁴. »

En d'autres termes, les Irakiens qui regardaient la télévision de Saddam se savaient au cinéma alors que les lecteur·rice·s de la presse occidentale peuvent penser qu'il existe un lien entre la réalité symbolique produite par ces médias et la réalité matérielle de cette guerre. Cet effet de vraisemblance solidifie la simulation qui présente les attentats comme des irruptions de violence dans des sociétés en paix.

¹⁰⁴ BAUDRILLARD Jean, *La guerre du Golfe n'a pas eu lieu*, op. cit., p. 44.

LES RAPPORTS DU GRIP

2021/6	Robots tueurs: Le début de la fin? , Stan Brabant, 28 p., 10 €.	2024-2	L'intégration des enjeux climato-environnementaux dans les doctrines et stratégies militaires: état des lieux et pistes de réflexion , Maïté Bol, 120 p., 10 €
2021/7	Est de la RDC : le paradoxe d'un état de siège et d'une insécurité grandissante , Adolphe Agenonga Chober, 28 p., 10 €	2024-3	Hausse des achats d'armement au Viêt Nam et en Thaïlande , Anne Xuan Nguyen, 36 p., 10 €
2022/1	Industries de défense saoudienne et émiratie : défis semblables, évolutions divergentes , Georges Berghezan, 28 p., 10 €	2024-4	Puissance aérienne et gouvernement du ciel en Afrique. Vivre dans les fantasmes sécuritaires d'Autrui , Christophe Wasinski, 28 p., 10 €
2022/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2022 – Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 32 p., 10 €	2024-5	Vendre des armes à Taïwan sans régler «la question de Formose». Les ambiguïtés états-uniennes et européennes , Samuel Longuet, 62p., 10 €
2022/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes , Compendium 2020, GRIP/SIPRI, 52 p., 10 €	2024/6	L'influence de la Chine au Moyen-Orient. Entre avancées notables et limites persistantes , Thierry Kellner et Nadine Louffi, 32p., 10 €
2022/4	Si importantes qu'elles disparaissent. L'invisibilité des femmes combattantes dans les programmes DDR , Clémence Buchet-Couzy, 28 p., 10 €	2024/7	Dépenses militaires, production et transferts d'armes – Compendium 2024 , SIPRI, Traduction GRIP, 54 p., 10 €
2022/5	Un programme en eaux troubles- Incertitudes autour des sous-marins nucléaires australiens , Maïté Bol, 40 p., 10 €	2025/1	Est de la RDC: inflation des prix du cacao, émergence des réseaux de contrebande et de criminalité – Adolphe Agenonga Chober, 34p., 10 €
2023/1	La Turquie, nouveau leader de non-alignés? , Georges Berghezen, 60p., 10 €	2025/2	Trafics d'armes des États-Unis vers le Mexique – Georges Berghezen, 40p., 10€
2023/2	Résumé du SIPRI Yearbook 2023 Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 24p., 10 €	2025/3	L'immaginaire «Start-up» de la guerre. : L'intelligence artificielle et le réenchantement de la fédération de l' « Occident», – Christophe Wasinski, 54p., 10€
2023/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes , Compendium 2023, SIPRI/GRIP, 52 p., 10 €	2025/4	Dépenses militaires, production et transferts d'armes , Compendium 2025, GRIP/SIPRI, 54 p., 10 €
2023/4	Faut-il acheter le F-35 pour participer au partage nucléaire dans l'OTAN , Samuel Longuet, 50 p., 10 €	2025/5	Armée Ougandaise en RDC: force de paix ou puissance occupante ? , Georges Berghezan, 50p., 10 €
2024-1	Hors OTAN, mais partenaires: Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo , Georges Berghezan, 36 p., 10 €		

Pour commander votre exemplaire de ce Rapport du GRIP, rendez-vous sur www.grip.org / publications / rapports (10 € frais de port inclus)

LA COUVERTURE DU TERRORISME ET DES GUERRES CONTRE-TERRORISTES DANS LA PRESSE FRANCOPHONE

Les attentats djihadistes qui ont frappé l'Amérique du Nord et l'Europe au cours des années 2000 et 2010 ont majoritairement été perçus comme des irruptions de violence dans des sociétés en paix. Pourtant, à l'instar des États-Unis en 2001, de l'Espagne en 2004, du Royaume-Uni en 2005, de la France en 2015 ou de la Belgique en 2016, les pays touchés par ces attaques étaient en guerre contre les organisations djihadistes au moment où ont été perpétrés ces attentats.

Ce rapport part de ce constat pour s'interroger sur le rôle des médias dans la construction de la représentation du djihadisme armé comme violence primaire. Il apporte un éclairage à partir d'une enquête qualitative sur la couverture, par les quotidiens *Le Monde* et *Le Soir*, de la relation violente initiée entre la France et la Belgique d'une part, et l'organisation État islamique d'autre part.

Plonger dans la manière dont ces deux quotidiens racontent – ou non – cette relation, c'est entrer au cœur d'un laboratoire médiatique où se joue bien plus qu'un simple récit de l'actualité. Derrière les titres, les choix lexicaux, les cadrages et les silences, se dessine une difficulté à produire de la connaissance à l'heure de l'accélération du temps journalistique, des entreprises de sensibilisation des journalistes à « *l'esprit de défense* » et de la dilution de la frontière entre information et divertissement.



Mathias Delori (il/lui, né 1978) est actuellement chercheur CNRS au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris. Il est l'auteur de trois monographies de recherches portant respectivement sur la réconciliation franco-allemande (Peter Lang, 2015), la violence de la guerre globale contre le terrorisme (Éditions Amsterdam, 2021) et le caractère mimétique des violences terroristes et contre-terroristes (Peter Lang, 2025). Il est également corédacteur en chef de la revue *Cultures et Conflits* et chercheur associé au GRIP.

